

Cote du document:	EB 2009/96/R.38/Rev.2
Point de l'ordre du jour:	14 g)
Date:	30 avril 2009
Distribution:	Publique
Original:	Anglais

**F**



Ouvrer pour que les  
populations rurales pauvres  
se libèrent de la pauvreté

## États financiers consolidés du FIDA au 31 décembre 2008

Conseil d'administration — Quatre-vingt-seizième session  
Rome, 29-30 avril 2009

---

Pour: **Approbation**

## **Note aux Administrateurs**

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Les Administrateurs qui auraient des questions techniques à poser au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport avec le responsable du FIDA ci-après:

### **Bambis Constantinides**

Directeur de la Division des services financiers

téléphone: +39 06 5459 2054

courriel: [c.constantinides@ifad.org](mailto:c.constantinides@ifad.org)

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

### **Deirdre McGrenra**

Fonctionnaire responsable des organes directeurs

téléphone: +39 06 5459 2374

courriel: [d.mcgrenra@ifad.org](mailto:d.mcgrenra@ifad.org)

## **Recommandation pour approbation**

Le Conseil d'administration est invité à approuver la décision suivante:

"En application de l'article XII, paragraphe 6, du Règlement financier du FIDA, le Conseil d'administration a examiné les états financiers consolidés du Fonds pour 2008 ainsi que le rapport du Commissaire aux comptes y relatif et est convenu de les soumettre au Conseil des gouverneurs, à sa trente-troisième session en février 2010, pour approbation."



## États financiers consolidés du FIDA au 31 décembre 2008

1. Le Conseil d'administration est invité à examiner les états financiers consolidés du FIDA (appendices A à J) en vue de les soumettre au Conseil des gouverneurs pour approbation, ainsi que le rapport du Commissaire aux comptes y relatif.
2. Aux termes de l'article 6, section 11, de l'Accord portant création du FIDA, lesdits états financiers feront partie du Rapport annuel 2008 du FIDA. Comme les années précédentes, une note indiquera qu'ils ont été soumis par le Conseil d'administration au Conseil des gouverneurs, accompagnés d'une recommandation pour approbation.
3. Les états financiers consolidés relatifs à l'exercice 2008 doivent être examinés en détail lors de la réunion du Comité d'audit qui aura lieu en avril 2009. Le président du Comité présentera officiellement les conclusions de cette réunion au sujet desdits états financiers à la quatre-vingt-seizième session du Conseil d'administration.

### **Bilan (chiffres consolidés et FIDA seulement) (appendice A)**

4. Il est fait les observations suivantes:
  - a) Le montant consolidé des liquidités et du portefeuille de placements, y compris les sommes à recevoir et à payer au titre des placements, est tombé de 2 775,0 millions d'USD au 31 décembre 2007 à 2 757,2 millions d'USD au 31 décembre 2008 (voir la note 4).
  - b) L'encours des prêts, déduction faite de la provision cumulée pour dépréciation des prêts et de la provision cumulée au titre de l'Initiative pour la réduction de la dette des pays très endettés (PPTÉ), a augmenté, passant de 3 426,0 millions d'USD au 31 décembre 2007 à 3 596,8 millions d'USD au 31 décembre 2008 (sur la base de la juste valeur).
  - c) Les contributions aux ressources ordinaires, déduction faite des provisions, ont augmenté, passant de 5 279,8 millions d'USD 31 décembre 2007 à 5 301,7 millions d'USD au 31 décembre 2008 (sur la base de la juste valeur).
  - d) Suite à l'approbation par le Conseil d'administration en 2008 d'une politique applicable aux dépenses d'investissement, un nouveau poste ajouté au bilan comptabilise désormais les actifs fixes du Fonds. Ces actifs ont été évalués au total à environ 1 million d'USD et immobilisés selon les règles exposées à la note 2 n).

### **État des recettes et des dépenses (chiffres consolidés et FIDA seulement) (appendice B) et état des dépenses d'exploitation (FIDA seulement) (appendice J)**

5. Il est fait les observations suivantes:
  - a) Le produit des intérêts et commissions de service perçus sur les prêts s'est chiffré à 54,3 millions d'USD en 2008, contre 53,4 millions d'USD en 2007. Le Fonds ne comptabilise pas les intérêts et commissions de service dus et non réglés depuis plus de 180 jours. En 2008, ces sommes ont représenté 2,8 millions d'USD (2,7 millions d'USD en 2007).
  - b) Le produit brut des liquidités et des placements s'est élevé à 136,2 millions d'USD en 2008, contre 155,2 millions d'USD en 2007 sur une base consolidée. Les charges directes imputées sur le produit des placements ont représenté 4,6 millions d'USD en 2008 contre 3,9 millions d'USD en 2007 sur une base consolidée.
  - c) Un état des dépenses d'exploitation du FIDA ventilées par source de financement principale est présenté à l'appendice J.

- d) Le FIDA participe à l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés depuis 1997. Comme il ressort de l'appendice I, le coût total cumulé des allègements de dette approuvés par le Conseil d'administration s'élevait à 345,0 millions d'USD en valeur nominale au 31 décembre 2008, et le montant des allègements de dette consentis à cette date se chiffrait à quelque 153,8 millions d'USD (principal) plus 53,0 millions d'USD (intérêts).
- e) En 2008, un déficit comptable net de 8,7 millions d'USD (8,4 millions d'USD en 2007) a été enregistré au titre du plan d'assurance maladie après cessation de service, sur la base de la dernière évaluation actuarielle, faite au 31 décembre 2008. Ce déficit est réparti entre divers postes des dépenses d'exploitation.

**État des bénéfices non distribués (chiffres consolidés et FIDA seulement) (appendice B1)**

- 6. Ces états enregistrent les bénéfices non distribués provenant de l'excédent des recettes comptables sur les dépenses et des effets des variations de change. On notera que les bénéfices non distribués du FIDA sont intégralement engagés.

**État consolidé des flux de trésorerie (appendice C)**

- 7. L'appendice C présente un état détaillé des variations consolidées des liquidités et placements (à l'exclusion des placements détenus jusqu'à échéance). La quote-part du FIDA dans les liquidités et placements consolidés est d'environ 88%.

**Notes relatives aux états financiers consolidés (appendice D)**

- 8. Cet appendice contient d'autres informations relatives à la fois aux principes comptables et aux données sur lesquelles se fondent les principaux états financiers.

**État des contributions complémentaires et des contributions supplémentaires et des fonds non décaissés (appendice D1)**

- 9. L'appendice D1 présente les soldes non décaissés au titre des contributions complémentaires et supplémentaires versées par les États membres et provenant d'autres sources.

**Bilan du FIDA sur la base de la valeur nominale en dollars des États-Unis, reconverti en droits de tirage spéciaux (appendice E)**

- 10. L'appendice E présente, pour information seulement, le bilan du FIDA sur la base de la valeur nominale en dollars des États-Unis, reconverti en droits de tirage spéciaux (DTS).

**État des ressources disponibles pour engagement (FIDA seulement) (appendice F)**

- 11. Cet état présente tous les avoirs en monnaies librement convertibles qui peuvent être considérés comme des ressources disponibles pour engagement, conformément à la politique adoptée à la trente-quatrième session du Conseil d'administration. Il est à noter qu'en 2008, comme les années précédentes, le Fonds a recouru au pouvoir d'engagement anticipé (PEA) pour couvrir les engagements au titre des prêts et des dons.

**État des contributions (appendice G)**

- 12. L'appendice G présente l'ensemble des contributions versées au titre des reconstitutions par les États membres et par des États non membres. Le détail des montants non réglés figure à l'appendice D (notes relatives aux états financiers consolidés). Le détail des contributions au titre de la septième reconstitution est indiqué séparément.

**État des prêts (appendice H)**

13. L'appendice H présente la position des emprunteurs du Fonds, pays par pays.

**État récapitulatif des engagements au titre de l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés**

14. Cet appendice présente, pays par pays, le montant cumulé des allègements de dette déjà consentis ainsi que des engagements actuels au titre des allègements futurs, tels qu'ils ont été approuvés par le Conseil d'administration. Les sommes sont exprimées en droits de tirage spéciaux et en dollars des États-Unis.

## États financiers consolidés

pour l'exercice clos le 31 décembre 2008\*

- Appendice A** Bilan (chiffres consolidés et FIDA seulement)
- Appendice B** État des recettes et des dépenses (chiffres consolidés et FIDA seulement)
- Appendice B1** État des bénéfices non distribués (chiffres consolidés et FIDA seulement)
- Appendice C** État consolidé des flux de trésorerie
- Appendice D** Notes relatives aux états financiers consolidés
- Appendice D1** État des contributions complémentaires et des contributions supplémentaires et des fonds non décaissés

## Rapport du Commissaire aux comptes

### Information complémentaire

- Appendice E** Bilan du FIDA sur la base de la valeur nominale en dollars des États-Unis, reconverti en droits de tirage spéciaux
- Appendice F** État des ressources disponibles pour engagement (FIDA seulement)
- Appendice G** État des contributions
- Appendice H** État des prêts
- Appendice H1** État des dons – FIDA seulement
- Appendice I** État récapitulatif des engagements au titre de l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés
- Appendice J** État des dépenses d'exploitation (FIDA seulement)

Dans les présents états financiers, les codes utilisés pour les devises sont ceux de la norme internationale 4217 établie par l'Organisation internationale de normalisation (ISO), à Genève, et le droit de tirage spécial (DTS). Les notes relatives aux états financiers consolidés (appendice D) font partie intégrante des états financiers.

\* Tels que soumis pour approbation à la quatre-vingt-seizième session du Conseil d'administration, en avril 2009, lequel les soumettra ensuite à la trente-troisième session du Conseil des gouverneurs pour approbation, conformément à l'article XII, paragraphe 6, du Règlement financier du FIDA.



**État consolidé des recettes et des dépenses**

Pour les exercices clos les 31 décembre 2008 et 2007 (en milliers d'USD)

	2008	2007
<b>Recettes</b>		
Produit des prêts (note 8)	54 344	53 444
Produit des liquidités et des placements (note 15)	136 273	155 190
Recettes provenant d'autres sources (note 16)	18 861	14 041
Contributions (note 17)	32 561	113 671
<b>Total des recettes</b>	<b>242 039</b>	<b>336 346</b>
<b>Dépenses d'exploitation (note 18)</b>		
Rémunération du personnel (salaires et prestations) (note 19)	(77 669)	(73 693)
Dépenses administratives courantes	(42 810)	(34 912)
Consultants et autres dépenses hors personnel	(30 172)	(27 859)
Institutions coopérantes	(7 661)	(12 183)
Frais financiers directs (banques et placements) (note 20)	(4 185)	(3 515)
<b>Sous-total des dépenses d'exploitation</b>	<b>(162 497)</b>	<b>(152 162)</b>
Ajustement sur la base de la juste valeur (note 21)	(796)	(58 997)
(Pertes)/gains de change (note 14)	(166 752)	243 437
Dépréciation	(45)	0
Provision pour dépréciation des prêts (note 9 a))	36 945	3 126
Dépenses au titre de l'Initiative PPTE (note 11)	(36 290)	119 304
Dons	(131 986)	(164 406)
Provision pour assurance maladie après cessation de service (note 19 c))	(4 547)	(5 014)
<b>Total des dépenses</b>	<b>(465 968)</b>	<b>(14 712)</b>
<b>(Déficit)/excédent des recettes</b>	<b>(223 929)</b>	<b>321 634</b>

**État des recettes et des dépenses (FIDA seulement)**

Pour les exercices clos les 31 décembre 2008 et 2007 (en milliers d'USD)

	2008	2007
<b>Recettes</b>		
Produit des prêts	54 344	53 444
Produit des liquidités et des placements (note 15)	131 257	146 432
Recettes provenant d'autres sources (note 16)	23 025	17 026
<b>Total des recettes</b>	<b>208 626</b>	<b>216 902</b>
<b>Dépenses d'exploitation (note 18)</b>		
Rémunération du personnel (salaires et prestations) (note 19)	(74 738)	(70 353)
Dépenses administratives courantes	(38 999)	(30 652)
Consultants et autres dépenses hors personnel	(23 231)	(24 041)
Institutions coopérantes	(7 428)	(12 209)
Frais financiers directs (banques et placements) (note 20)	(4 109)	(3 445)
<b>Sous-total des dépenses d'exploitation</b>	<b>(148 505)</b>	<b>(140 700)</b>
Ajustement sur la base de la juste valeur (note 21)	2 865	(62 464)
(Pertes)/gains de change (note 14)	(153 587)	236 586
Dépréciation	(45)	0
Provision cumulée pour dépréciation des prêts (note 9 a))	36 945	3 126
Dépenses au titre de l'Initiative PPTE (note 11)	(34 660)	120 471
Dons	(115 768)	(59 551)
Provision pour assurance maladie après cessation de service (note 19 c))	(4 547)	(5 014)
<b>Total des dépenses</b>	<b>(417 302)</b>	<b>(92 454)</b>
<b>(Déficit)/excédent des recettes</b>	<b>( 208 676)</b>	<b>309 356</b>

Les notes figurant à l'appendice D font partie intégrante des états financiers.

**État consolidé des bénéfices non distribués**

Pour les exercices clos les 31 décembre 2008 et 2007 (en milliers d'USD)

	<i>Total des bénéfices non distribués</i>
<b>Solde d'ouverture au 1<sup>er</sup> janvier 2007</b>	<b>714 763</b>
Total des recettes moins dépenses d'exploitation	321 634
<b>Bénéfices non distribués au 31 décembre 2007</b>	<b>1 036 397</b>
Total des recettes moins dépenses d'exploitation	(223 929)
<b>Bénéfices non distribués au 31 décembre 2008</b>	<b>812 467</b>

**État des bénéfices non distribués (FIDA seulement)**

Pour les exercices clos les 31 décembre 2008 et 2007 (en milliers d'USD)

	<i>Total des bénéfices non distribués</i>
<b>Solde d'ouverture au 1<sup>er</sup> janvier 2007</b>	<b>702 416</b>
Total des recettes moins dépenses d'exploitation	309 356
<b>Bénéfices non distribués au 31 décembre 2007</b>	<b>1 011 772</b>
Total des recettes moins dépenses d'exploitation	(208 676)
<b>Bénéfices non distribués au 31 décembre 2008</b>	<b>803 096</b>

Les notes figurant à l'appendice D font partie intégrante des états financiers.

**État consolidé des flux de trésorerie**

Pour les exercices clos les 31 décembre 2008 et 2007 (en milliers d'USD)

	2008	2007
<b>Flux de trésorerie provenant des opérations du FIDA</b>		
Intérêts sur prêts	55 856	51 501
Contributions autres que celles destinées aux reconstitutions	83 057	204 900
Autres sommes (payées)/reçues	39 252	(52 112)
Dépenses d'exploitation et autres paiements	(154 279)	(135 119)
Décaissements au titre des dons (FIDA)	(39 825)	(37 600)
Décaissements au titre des dons (fonds supplémentaires)	(16 219)	(74 606)
<b>Flux nets de trésorerie dégagés par les activités d'exploitation</b>	<b>(32 158)</b>	<b>(43 036)</b>
<b>Activités d'investissement</b>		
Décaissements de prêts	(433 807)	(399 134)
Remboursements de prêts – principal	186 233	175 075
Somme reçue/(payée) au titre des placements	119 946	252 074
<b>Flux nets de trésorerie utilisés pour les activités d'investissement</b>	<b>(127 628)</b>	<b>28 015</b>
<b>Activités de financement</b>		
Contributions aux reconstitutions	209 487	294 372
<b>Flux nets de trésorerie utilisés pour les activités de financement</b>	<b>209 487</b>	<b>294 372</b>
<b>Effet des variations de change sur les liquidités et équivalents</b>	<b>(52 626)</b>	<b>85 939</b>
<b>Augmentation/(diminution) nette des liquidités et équivalents non soumis à restriction</b>	<b>(2 925)</b>	<b>365 290</b>
Liquidités et équivalents non soumis à restriction en début d'exercice	<b>2 512 925</b>	2 147 635
<b>Liquidités et équivalents non soumis à restriction en fin d'exercice</b>	<b>2 510 000</b>	<b>2 512 925</b>
<b>DONT:</b>		
Liquidités non soumises à restriction	491 487	437 674
Placements non soumis à restriction, à l'exclusion des placements détenus jusqu'à échéance et des garanties en espèces sur prêts de titres	2 018 513	2 075 251
<b>Liquidités et équivalents en fin d'exercice</b>	<b>2 510 000</b>	<b>2 512 925</b>

Les notes figurant à l'appendice D font partie intégrante des états financiers.

**Notes relatives aux états financiers consolidés****NOTE 1****BRÈVE DESCRIPTION DU FONDS ET DE LA NATURE DE SES OPÉRATIONS**

Le Fonds international de développement agricole (ci-après dénommé le FIDA ou le Fonds) est une institution spécialisée des Nations Unies qui existe depuis le 30 novembre 1977, date à laquelle l'Accord portant création du FIDA est entré en vigueur, et qui a son siège à Rome (Italie). Le Fonds et ses opérations sont régis par cet accord.

Tout État membre de l'Organisation des Nations Unies ou de l'une de ses institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) peut devenir membre du Fonds. Celui-ci a pour ressources les contributions des États membres, les contributions spéciales provenant d'États non membres et d'autres sources, et le produit de ses opérations.

Le Fonds a pour objectif de mobiliser des ressources additionnelles qui devront essentiellement être affectées, à des conditions de faveur, au financement de projets expressément conçus pour améliorer les systèmes de production alimentaire, le niveau nutritionnel et les conditions de vie des populations les plus pauvres des pays en développement. Le Fonds mobilise ressources et savoirs dans le cadre d'une coalition dynamique associant les ruraux pauvres, les gouvernements, les institutions financières et les organismes de développement, les organisations non gouvernementales et le secteur privé, y compris des cofinanciers. Les financements provenant d'autres sources que les reconstitutions sous forme de fonds supplémentaires et de ressources humaines font partie intégrante des activités opérationnelles du FIDA.

**NOTE 2****PRINCIPALES RÈGLES COMPTABLES**

Les principales règles comptables appliquées pour la préparation de ces états financiers consolidés sont exposées ci-après. Sauf indication contraire, elles ont été régulièrement appliquées à tous les exercices pour lesquels des états financiers ont été présentés.

**a) Principes de base**

Les états financiers consolidés du Fonds sont établis conformément aux normes internationales d'information financière appelées normes IFRS et selon la méthode de calcul au coût historique, à l'exception des prêts et de certaines sommes à recevoir et engagements qui sont comptabilisés sur la base de leur juste valeur et de leur coût amorti selon la méthode des taux d'intérêts effectifs. Des informations sont données séparément dans les comptes là où elles sont jugées présenter un intérêt pour le lecteur.

La préparation des états financiers conformément aux normes IFRS exige que soient effectuées certaines estimations comptables essentielles. Elle suppose aussi que la direction fasse usage de jugement pour l'application des règles comptables. Les domaines dans lesquels l'exercice de ce jugement est plus poussé ou plus complexe ou dans lesquels les hypothèses et estimations sont importantes pour les états financiers consolidés sont indiqués dans la note 3.

Les changements suivants ont eu lieu en 2008:

Les garanties en espèces reçues en contrepartie de prêts de titres sont inscrites à leur juste valeur à l'actif du bilan et font l'objet d'une inscription correspondante au passif représentant l'obligation pour le Fonds de restituer aux emprunteurs de titres les garanties qu'ils ont versées. Comme cette information figure pour la première fois dans les états financiers de l'exercice 2008, les chiffres correspondants de 2007 ont été retraités. Le retraitement des garanties en espèces sur prêts de titres à l'actif et au passif des états financiers 2007 est sans effet sur les fonds propres et les bénéfices non distribués. Voir la note 4 pour plus de détails.

Le Fonds a commencé à comptabiliser en immobilisations ses actifs fixes et incorporels.

**b) Périmètre de consolidation**

Les financements sous forme de fonds supplémentaires et de ressources humaines font partie intégrante des activités opérationnelles du FIDA. C'est pourquoi le Fonds établit des comptes consolidés qui incluent les opérations et les soldes des entités suivantes:

- le Programme spécial pour les pays d'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification (PSA);
- d'autres fonds supplémentaires, notamment les dons d'assistance technique, les cofinancements, les financements obtenus pour le programme de cadres associés, les fonds supplémentaires thématiques et programmatiques, le Programme conjoint FIDA-Fonds belge de survie (PC-FBS) et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM);
- le Fonds fiduciaire du FIDA au titre l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (PPTE);
- le Fonds fiduciaire du FIDA pour le plan d'assurance maladie après cessation de service (AMACS).

Ces entités sont directement liées aux activités de base du FIDA et largement contrôlées par ce dernier. Les données les concernant sont donc consolidées dans les états financiers du FIDA pour donner une vue plus complète et plus claire de la situation. Toutes les opérations et tous les soldes constatés entre ces entités ont été éliminés. Des états financiers supplémentaires pour ces fonds peuvent être établis sur demande pour les donateurs qui en ont besoin.

À la différence des autres entités hébergées par le FIDA, le programme de travail du PC-FBS est préparé par le FIDA et arrêté chaque année avec l'accord du Gouvernement belge lors d'une réunion du comité directeur. Le PC-FBS est une entité complémentaire dont les opérations font partie des activités de base du FIDA.

**Entités hébergées par le FIDA.** Il existe d'autres entités que le FIDA héberge mais dont les opérations ne font pas partie de ses activités principales et ne sont donc pas consolidées dans les comptes du FIDA. Il s'agit en l'occurrence de la Coalition internationale pour l'accès à la terre (anciennement "Coalition populaire pour éliminer la faim et la pauvreté") et du Mécanisme mondial de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification.

**c) Conversion des monnaies et variations de change**

Les postes inclus dans les états financiers consolidés sont chiffrés dans la monnaie en usage dans l'environnement économique principal dans lequel s'exercent les activités de l'entité ("la monnaie fonctionnelle"). Dans le cas du FIDA, cette monnaie est le dollar des États-Unis. C'est donc en dollar des États-Unis que sont présentés ces états financiers consolidés du FIDA.

Les opérations en devises sont converties dans la monnaie fonctionnelle sur la base des taux de change en vigueur à la date de l'opération ou en fonction du taux de change applicable. Les gains et pertes de change résultant du règlement de ces transactions ainsi que de la conversion, aux taux de change en vigueur à la fin de l'exercice, des actifs et passifs monétaires libellés en devises sont comptabilisés dans l'état des recettes et des dépenses.

Les résultats et la situation financière des entités/fonds dont la monnaie fonctionnelle est différente de la monnaie de présentation sont convertis dans cette dernière monnaie, comme suit:

- Les actifs et passifs de chaque bilan présenté sont convertis au taux de clôture.
- Toutes les différences de change qui en résultent sont comptabilisées comme éléments distincts des fonds propres.

**d) Fonds propres**

Ils comprennent les trois éléments suivants: **i) Contributions (fonds propres); ii) Réserve générale; et iii) Bénéfices non distribués.**

**i) Contributions (fonds propres)****a) Généralités**

Les contributions que chaque Membre doit verser au Fonds sont payables à l'échéance en monnaies librement convertibles; toutefois, jusqu'à la fin de la période de la troisième reconstitution, les Membres de la catégorie III pouvaient verser leur contribution dans leur propre monnaie, qu'elle soit ou non librement convertible. Les contributions doivent être versées en espèces mais, dans la mesure où le Fonds n'a pas un besoin immédiat d'une partie de la contribution pour ses opérations, cette partie peut être versée sous forme de billets à ordre non négociables, irrévocables et ne portant pas intérêt ou d'obligations payables à vue.

Une contribution destinée à la reconstitution des ressources du FIDA est comptabilisée intégralement comme actif et comme somme à recevoir lorsque le Membre concerné dépose son instrument de contribution. Les montants à recevoir des États membres au titre de leur contribution et autres sommes à recevoir, y compris les billets à ordre, sont comptabilisés dans le bilan à leur juste valeur, conformément à la norme IAS 39.

**b) Provisions**

Les principes applicables aux provisions pour arriérés de contribution des États membres sont les suivants:

i) Chaque fois qu'un versement au titre d'un instrument de contribution ou d'un tirage sur un billet à ordre accuse un retard de 24 mois, il est constitué une provision égale à la valeur de tous les arriérés de contribution ou de tous les tirages non honorés sur l'encours du billet ou des billets à ordre en question.

ii) Chaque fois qu'un versement au titre d'un instrument de contribution ou d'un tirage sur un billet à ordre accuse un retard de 48 mois ou plus, il est constitué une provision égale à la valeur totale des contributions impayées du Membre concerné ou à la valeur totale du billet ou des billets à ordre souscrits par celui-ci pour la période de financement considérée (c'est-à-dire pour la période de reconstitution).

iii) La date de clôture de l'exercice sert actuellement de point de référence pour le calcul des délais de 24 et de 48 mois.

**ii) Réserve générale**

La Réserve générale, qui ne peut être utilisée qu'à des fins autorisées par le Conseil des gouverneurs, a été établie pour répondre à la nécessité de se prémunir contre le risque de surengagement des ressources du Fonds qui pourrait découler des fluctuations des taux de change, et contre les retards éventuels dans la perception par le Fonds des paiements au titre du service des prêts ou dans le recouvrement des sommes qui lui sont dues au titre du placement de ses avoirs liquides. L'intention est également de couvrir le risque de surengagement qui pourrait découler d'une diminution de la valeur des actifs du Fonds par suite de fluctuations de cours affectant ses placements.

Le niveau de la Réserve générale fait l'objet d'un examen tous les trois ans.

**iii) Bénéfices non distribués**

Les bénéfices non distribués représentent l'excédent des recettes sur les dépenses, sans compter les effets des variations de change. Le solde de ce poste est intégralement engagé pour des prêts et des dons. D'un point de vue opérationnel, il convient de se reporter à l'état des ressources disponibles pour engagement (FIDA seulement) (appendice F).

**e) Prêts****i) Généralités**

Les prêts du FIDA sont uniquement accordés à des pays en développement qui sont Membres du Fonds ou à des organisations intergouvernementales dont ces pays font partie. Dans ce dernier cas, le Fonds peut exiger des garanties gouvernementales ou autres. Un prêt entre en vigueur lorsque le FIDA a reçu de l'emprunteur un avis juridique satisfaisant et lorsque les autres conditions préalables éventuelles ont été remplies. Les décaissements peuvent commencer dès l'entrée en vigueur du prêt.

Tous les prêts du Fonds sont approuvés et leur remboursement, ainsi que le paiement des intérêts dont ils sont assortis, doivent être effectués dans la monnaie spécifiée dans l'accord de prêt, pour un montant équivalant à la somme due en DTS, calculé sur la base des taux appliqués par le Fonds monétaire international aux dates correspondantes. Les prêts approuvés sont décaissés en faveur des emprunteurs conformément aux dispositions de l'accord de prêt.

Actuellement, les conditions de prêt sont les suivantes:

"a) Les prêts consentis à des conditions particulièrement favorables seront exempts d'intérêts mais supporteront une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an et comporteront un délai de remboursement de quarante (40) ans, différé d'amortissement de dix (10) ans compris; b) les prêts consentis à des conditions intermédiaires supporteront un taux d'intérêt annuel équivalant à cinquante pour cent (50%) du taux d'intérêt variable de référence déterminé chaque année par le Conseil d'administration et comporteront un délai de remboursement de vingt (20) ans, différé d'amortissement de cinq (5) ans compris; c) les prêts consentis à des conditions ordinaires supporteront un taux d'intérêt annuel équivalant à cent pour cent (100%) du taux d'intérêt variable de référence déterminé chaque année par le Conseil d'administration et comporteront un délai de remboursement allant de quinze (15) ans à dix-huit (18) ans, différé d'amortissement de trois (3) ans compris; d) aucune commission d'engagement ne sera prélevée sur les prêts."

**ii) Prêts à des États non membres**

À sa vingt et unième session en février 1998, le Conseil des gouverneurs a, dans sa résolution 107/XXI, approuvé l'établissement d'un fonds spécifiquement destiné à financer des prêts pour Gaza et la Cisjordanie (FGC). Il a été à cet effet dérogé à l'application de l'article 7, section 1 b), de l'Accord portant création du FIDA. L'aide financière, y compris sous forme de prêts, est transférée au FGC par décision du Conseil d'administration, et son remboursement, le cas échéant, est imputé directement aux ressources ordinaires du FIDA.

**iii) Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (PPTTE)**

Historique de l'Initiative PPTTE

Le FIDA participe à l'Initiative – initiale et renforcée – du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés dans le cadre de sa politique générale en matière de partenariats avec des pays susceptibles d'avoir des arriérés à l'égard du FIDA en raison du poids du service de leur dette. Plus précisément, le FIDA accorde des allègements de dette en annulant, au profit des pays qui remplissent les conditions requises, une fraction de leurs obligations au titre du service de la dette, à mesure que celles-ci deviennent exigibles.

En 1998, le FIDA a établi un fonds fiduciaire pour l'Initiative PPTTE. Ce fonds reçoit du FIDA et d'autres sources des ressources spécifiquement destinées à compenser la diminution convenue au titre de l'Initiative PPTTE des remboursements au(x) compte(s) de prêt. Les montants correspondant aux obligations annulées au titre du service de la dette doivent être remboursés au fur et à mesure par le fonds fiduciaire (c'est-à-dire au moment où lesdites obligations arrivent à échéance), dans la limite des ressources disponibles.

## Impact de l'Initiative PPTE

Le Conseil d'administration approuve chaque allègement de dette consenti à un pays en valeur actuelle nette et la fraction de principal correspondant à cet allègement, estimée en valeur nominale, est ensuite inscrite au poste Provision cumulée au titre de l'Initiative PPTE et comptabilisée en charge au poste Dépenses au titre de l'Initiative PPTE de l'état des recettes et des dépenses. Les hypothèses sur lesquelles reposent ces estimations font l'objet de révisions périodiques. L'estimation de la valeur nominale des imputations effectuées au titre de l'Initiative PPTE comporte un élément discrétionnaire important.

La dépense comptabilisée est ensuite compensée et la provision cumulée réduite à proportion des sommes fournies par les donateurs extérieurs et versées par l'intermédiaire du fonds fiduciaire pour l'Initiative PPTE, pour financer les allègements de dette.

En novembre 2006, le FIDA a été autorisé à accéder aux ressources propres du Fonds fiduciaire PPTE administré par la Banque mondiale afin de contribuer au financement des allègements de dette à accorder aux pays qui atteignent le point d'achèvement. Les financements consentis sont calculés en valeur actuelle nette.

**iv) Comptabilisation des prêts**

Conformément à la norme IAS 39, les prêts sont initialement comptabilisés sur la base de leur juste valeur le premier jour puis sur la base du coût amorti selon la méthode des intérêts effectifs. La juste valeur est calculée à l'aide d'un modèle en actualisant la valeur estimée des flux de trésorerie futurs générés par le prêt considéré, dans la monnaie dans laquelle celui-ci est libellé, au moment de la clôture du prêt (c'est-à-dire lorsque celui-ci est entièrement décaissé). Les taux d'actualisation sont calculés en fonction de la courbe des taux d'intérêt prévus pour l'année de clôture, selon la monnaie dans laquelle le prêt est libellé. Le facteur d'actualisation appliqué n'est pas ajusté en fonction du risque de crédit afférent au pays étant donné que les prêts sont accordés directement aux pays et sont donc considérés comme des "créances souveraines". Cependant, tous les prêts en cours sont analysés et s'il apparaît objectivement que les remboursements risquent d'être affectés, une provision est constituée.

**v) Provision cumulée pour dépréciation**

Les retards dans les paiements au titre des prêts entraînent des pertes en valeur actuelle pour le Fonds puisqu'il ne prélève pas de droit ou d'intérêt supplémentaire sur les arriérés dus au titre des intérêts ou du principal des prêts. La provision est égale à la différence entre la valeur comptable du prêt et la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs actualisés sur la base du taux d'intérêt effectif initial (c'est-à-dire le taux d'intérêt effectif calculé lors de la comptabilisation du prêt). Lorsqu'il n'est pas possible d'estimer avec quelque degré de certitude ce que seront les flux de trésorerie produits par un prêt (comme c'est le cas pour tous les prêts ayant jusqu'à présent donné lieu à la constitution d'une provision), on peut appliquer une méthode semblable à celle en usage pour le provisionnement des contributions des États membres. Ainsi, une provision sera constituée dès lors que, en l'absence d'un plan de règlement convenu, un versement dû au titre du prêt aura plus de 24 mois de retard. Une provision est également constituée pour les échéances du même prêt en retard de moins de 24 mois. Tous les montants impayés à la date d'expiration de ce délai sont considérés comme inclus dans la provision, même si une partie de l'encours du prêt est ultérieurement remboursée. Lorsque le retard dépasse 48 mois, la provision s'applique à l'intégralité du principal non remboursé. La date à partir de laquelle commencent à courir les délais susmentionnés est celle du bilan. Le Fonds n'a passé par pertes et profits aucun de ses prêts.

**vi) Situation de non-comptabilisation**

Les recettes au titre des prêts sont comptabilisées selon le système de l'exercice. En cas de paiements en retard de plus de 180 jours, les intérêts et commissions de service ne sont comptabilisés comme produits que lorsqu'ils sont effectivement

reçus. Des démarches se poursuivent auprès des gouvernements intéressés afin d'obtenir le règlement de ces impayés.

**f) Placements**

Le portefeuille de titres du Fonds contient des titres de placement ainsi que certains titres sélectionnés qu'il entend conserver jusqu'à échéance. Le Fonds comptabilise ses titres de placement à leur juste valeur, à part ceux qu'il entend conserver jusqu'à échéance et qui sont comptabilisés au coût amorti. La juste valeur est la valeur boursière à la date du bilan. Les plus-values et moins-values réalisées ou latentes sur les titres sont comptabilisées dans le produit des placements. Les gains et les pertes de change réalisés ou latents sont inscrits au compte des variations de change. Tous les achats et les ventes de titres de placement sont comptabilisés à la date de la transaction. Les produits dérivés sont initialement comptabilisés à leur juste valeur à la date de signature du contrat correspondant, puis réévalués sur cette même base ultérieurement. La majeure partie des produits dérivés étant utilisés comme instruments de couverture (bien que non comptabilisés comme tels), les variations de leur juste valeur sont immédiatement constatées dans l'état des recettes et des dépenses.

Le Fonds prend part à des opérations de prêt de titres par l'intermédiaire du dépositaire global qui intervient en tant qu'agent. Il reçoit en contrepartie des garanties qui peuvent être versées sous la forme soit de titres, soit d'espèces, conformément aux pratiques du marché. Ces opérations de prêt de titres sont des contrats passés avec des contreparties selon les règles établies par le marché et les dispositions convenues avec le dépositaire global. Les titres prêtés ne sont pas sortis du bilan, sauf en cas de transfert des risques et des revenus liés à leur détention. De même, le FIDA ne comptabilise pas les titres qu'il reçoit en garantie, à moins que les risques et les revenus attachés à leur propriété ne lui soient également transférés. Les garanties versées en espèces sont investies sur le marché monétaire et dans d'autres instruments financiers liquides inscrits dans la catégorie des titres de transaction à l'actif du bilan. En tant que prêteur, le FIDA est tenu de verser des intérêts (ou "rebate") sur les garanties qui lui sont fournies en espèces. Le cas échéant, c'est à lui qu'il incombe juridiquement de supporter les pertes encourues sur les garanties réinvesties.

L'obligation de restituer les garanties en espèces versées par les emprunteurs de titres constitue un engagement porté au passif du FIDA.

Les revenus et les pertes latents ou réalisés sur les opérations de prêt de titres sont comptabilisés en recettes ou en charges sur la base des droits constatés.

**g) Liquidités et équivalents**

Les liquidités et équivalents comprennent les disponibilités et les dépôts à vue auprès des banques, ainsi que les placements immédiatement réalisables à la date du bilan. Le montant net des sommes à payer au titre des placements et les titres détenus jusqu'à échéance ne sont pas compris dans les placements immédiatement réalisables à des fins de trésorerie.

**h) Contributions (non comptabilisées dans les fonds propres)**

Les contributions non destinées à la reconstitution des ressources sont inscrites comme produits dans les comptes de l'exercice d'imputation des dépenses correspondantes. Pour les activités de cofinancement, les contributions reçues sont inscrites comme produit dans les comptes de l'exercice au cours duquel le don entre en vigueur. Les contributions pour les dons programmatiques, le programme de cadres associés et les autres fonds supplémentaires sont inscrites au bilan comme produits reportés et sont diminuées, dans l'état des recettes et des dépenses, du montant des charges liées aux projets. Lorsque cela est spécifié dans les accords avec les donateurs, les contributions reçues (y compris les frais de gestion), plus l'intérêt produit, auxquelles ne correspondent pas encore de dépenses directes sont reportées à des exercices ultérieurs pour imputation des coûts correspondants. Cette méthode est conforme aux principes comptables adoptés en ce qui concerne les fonds supplémentaires combinés du FIDA et présente plus

clairement la nature sous-jacente des soldes en question. On trouvera une liste de ces contributions à l'appendice D1.

Des donateurs individuels ont apporté leur concours au FIDA sous forme de ressources humaines (cadres associés) pour l'aider dans ses activités. Les contributions ainsi reçues des donateurs sont comptabilisées comme des recettes et les coûts correspondants sont imputés aux dépenses de personnel.

#### **i) Dons**

L'Accord portant création du FIDA habilite ce dernier à accorder des dons à ses États membres ou à des organisations intergouvernementales auxquelles participent ses Membres, selon les modalités qu'il juge appropriées.

Les dons sont comptabilisés comme des dépenses à leur date d'entrée en vigueur à hauteur du montant approuvé et portés au passif pour les montants non décaissés à leur juste valeur conformément à la norme IAS 39. Les dons annulés sont déduits des dépenses de l'exercice au cours duquel l'annulation prend effet.

#### **j) Régimes applicables au personnel**

##### **i) Obligations concernant les pensions**

Le FIDA est membre de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies qui a été créée pour assurer aux fonctionnaires concernés des prestations de retraite ainsi que des indemnités en cas de décès, d'invalidité et autres. Son personnel est donc couvert par un régime de retraite par capitalisation à prestations définies. L'obligation financière de l'organisation vis-à-vis de la Caisse se compose d'une cotisation obligatoire au taux établi par l'Assemblée générale des Nations Unies majorée, le cas échéant, d'une part du déficit actuariel, conformément aux dispositions de l'article 26 des statuts de la Caisse des pensions. Cette part de déficit ne doit être payée que lorsque l'Assemblée générale décide de recourir aux dispositions de l'article 26, après qu'une estimation actuarielle de l'actif de la Caisse a déterminé la nécessité d'un tel paiement à la date d'évaluation. Au moment où les présents états ont été établis, l'Assemblée générale n'avait pas eu recours auxdites dispositions.

La méthode actuarielle adoptée pour la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies repose sur l'approche globale avec entrants. Le coût des prestations est comptabilisé en charge dans l'état des recettes et des dépenses de manière à être réparti sur les années de service des employés, conformément aux conseils des actuaires qui effectuent une évaluation complète du régime tous les deux ans. La Caisse expose les organisations participantes à des risques actuariels liés aux actuels et anciens fonctionnaires d'autres organisations et en conséquence il n'existe pas de base cohérente et fiable pour répartir l'obligation, les avoirs de la Caisse et les coûts entre les organisations participantes. Étant donné que le FIDA – comme les autres organisations participantes – n'est pas en mesure de déterminer avec suffisamment de fiabilité, à des fins comptables, ce que représente sa part de la position financière et de la performance de la Caisse des pensions, il ne comptabilise rien dans son actif à cet égard, et ne présente aucune autre information ayant trait aux prestations de retraite, comme le rendement des avoirs de la Caisse.

##### **ii) Plan d'assurance maladie après cessation de service**

Le FIDA participe, sur la base d'un partage des coûts, à un plan d'assurance maladie après cessation de service (AMACS) géré par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), à l'intention des anciens fonctionnaires touchant une pension des Nations Unies et d'autres anciens fonctionnaires remplissant les conditions requises. Ce plan d'assurance maladie repose sur le principe de la répartition, c'est-à-dire qu'il finance les dépenses annuelles sur les budgets annuels et les cotisations du personnel. Depuis 2006, une évaluation indépendante du plan d'assurance maladie a lieu chaque année.

Conformément à la norme IAS 19, le FIDA a créé un fonds fiduciaire dans lequel il transfère les fonds nécessaires pour financer les engagements actuariels.

#### **k) Provisions**

Des provisions sont établies quand le Fonds a une obligation juridique réelle ou présumée découlant de faits passés, quand il est probable qu'un prélèvement de ressources sera nécessaire pour s'acquitter de cette obligation, et quand le montant de l'obligation se prête à une estimation fiable. Les indemnités à verser aux fonctionnaires au titre des congés annuels et de la cessation de service sont comptabilisées au moment où elles sont dues. Une provision est constituée à hauteur du montant estimatif de ces indemnités, à raison des services rendus par les fonctionnaires jusqu'à la date d'établissement du bilan.

#### **l) Imposition**

Le FIDA est une institution spécialisée des Nations Unies et, en tant que telle, jouit du privilège d'exemption fiscale en vertu de la Convention de 1947 sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées des Nations Unies et de l'Accord entre la République italienne et le Fonds relatif au siège permanent du FIDA. Les prélèvements fiscaux s'appliquant aux éléments pour lesquels l'exemption n'a pas encore été obtenue sont déduits directement du produit des placements correspondants.

#### **m) Comptabilisation des recettes**

Les recettes provenant des commissions de service et d'autres sources sont inscrites dans les comptes de l'exercice d'imputation des dépenses correspondantes.

#### **n) Actifs fixes – actifs incorporels**

En 2008, le Fonds a commencé à comptabiliser en immobilisations (au coût d'acquisition) ses achats de biens mobiliers et d'équipements d'une certaine importance. Ces actifs sont amortis de manière linéaire sur leur durée d'utilisation estimée, selon le schéma suivant :

Aménagements et installations	10 ans
Mobilier	5 ans
Matériel de bureau	4 ans

Les coûts de développement de logiciels sont comptabilisés comme des actifs incorporels si de cette immobilisation résultent des avantages économiques futurs pour l'organisation. L'amortissement est calculé de manière linéaire sur la durée d'utilisation estimée du logiciel considéré (deux à cinq ans).

#### **o) Ressources du FIDA disponibles pour engagement**

Les ressources disponibles pour engagement sont constituées par les ressources en monnaies librement convertibles, telles qu'elles sont définies à la section 1 de l'article 4 de l'Accord portant création du FIDA, qui ont été versées par les Membres et d'autres entités ou qui proviennent ou proviendront du produit des opérations ou des remboursements de prêts effectués par les emprunteurs, dans la mesure où lesdites ressources n'ont pas déjà été engagées pour des prêts et des dons ou versées à la Réserve générale.

Les principes qui déterminent les ressources disponibles pour engagement sont les suivants:

i) Seuls les paiements effectifs reçus en espèces ou sous forme de billets à ordre sont inclus dans les ressources disponibles pour engagement. La valeur des montants en espèces ou sous forme de billets à ordre dus au titre des instruments de contribution mais non payés n'est pas comptabilisée dans les ressources disponibles pour engagement.

ii) Des provisions pour arriérés de paiement au titre des billets à ordre ont été constituées.

iii) Les billets à ordre et les engagements au titre des prêts (prêts entrés en vigueur mais non décaissés, prêts approuvés et signés mais non encore en vigueur et prêts non encore signés) et les dons non décaissés sont comptabilisés à leur valeur nominale dans l'état des ressources disponibles pour engagement dans la mesure où celui-ci constitue un rapport opérationnel destiné uniquement à des fins de gestion qui n'est donc pas soumis aux règles de la norme IAS 39 concernant les états financiers.

iv) Le Conseil d'administration peut avoir recours au pouvoir d'engagement anticipé (PEA), avec prudence et circonspection, pour compenser, d'année en année, les fluctuations des ressources disponibles pour engagement et pour constituer une réserve de ressources. Le Fonds a eu recours au PEA en 2008, comme en 2007, les ressources ordinaires ne suffisant pas à financer ses engagements au titre des prêts et des dons.

Un prêt ou un don est considéré comme engagé lorsqu'un accord formel a été signé entre le Fonds et le bénéficiaire du prêt ou du don. Le Conseil d'administration du Fonds examine à chacune de ses sessions l'état des ressources disponibles pour engagement afin de s'assurer que le FIDA dispose des ressources nécessaires pour financer les prêts et les dons soumis à son approbation.

**NOTE 3****ESTIMATIONS ET ÉLÉMENTS D'APPRÉCIATION SIGNIFICATIFS****a) Estimations et hypothèses retenues**

Les estimations et éléments d'appréciation retenus, qui sont régulièrement évalués, se fondent sur l'expérience historique et d'autres facteurs, notamment l'anticipation d'événements dont la probabilité est jugée raisonnable au vu des circonstances. Par définition, les estimations comptables qui en résultent équivalent rarement aux résultats effectifs. Les estimations et hypothèses les plus susceptibles d'entraîner un ajustement significatif des actifs et passifs comptabilisés au cours du prochain exercice sont exposées ci-dessous.

i) Juste valeur et coût amortis des prêts, dons non décaissés, recettes reportées et sommes à recevoir au titre des billets à ordre et des contributions.

La juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas négociés sur un marché actif est déterminée au moyen de méthodes d'évaluation.

ii) Initiative PPTE

L'estimation des pertes imputables à l'Initiative PPTE et aux arriérés de remboursement des prêts repose dans une large mesure sur le jugement de la direction. Les principales hypothèses retenues pour les calculs concernent le taux de change entre le DTS et le dollar des États-Unis, la date d'entrée en vigueur de l'allègement de dette et le niveau des décaissements.

**b) Éléments d'appréciation intervenant dans l'application des règles comptables**

i) Comptabilisation à la juste valeur

Conformément aux normes internationales d'information financière, le FIDA établit ses comptes sur la base de la juste valeur. Le rapprochement des chiffres calculés selon cette méthode et selon celle du coût amorti a été effectué sur la base des intérêts effectifs et des valeurs nominales pour les prêts, les sommes à recevoir, les dons non décaissés et les recettes reportées.

**NOTE 4****SOLDE DES LIQUIDITÉS ET PLACEMENTS****a) Ventilation des soldes**

	<i>En milliers d'USD</i>	
	2008	2007
Liquidités non soumises à restriction	491 487	437 674
Liquidités soumises à restriction	61	79
<b>Sous-total liquidités</b>	<b>491 548</b>	<b>437 753</b>
Placements non soumis à restriction	2 427 170	2 503 219
Placements soumis à restriction	488	627
<b>Sous-total placements hors garanties en espèces sur prêts de titres</b>	<b>2 427 658</b>	<b>2 503 846</b>
Avoirs détenus en garantie de prêts de titres	455 953	816 703
<b>Sous-total placements</b>	<b>2 883 611</b>	<b>3 320 549</b>
<b>Total des liquidités et placements</b>	<b>3 375 159</b>	<b>3 758 302</b>

**b) Liquidités et placements soumis à restriction**

Monnaies non librement convertibles. Au 31 décembre 2008, les liquidités et placements détenus par le Fonds en monnaies non librement convertibles s'élevaient respectivement à 61 000 USD (79 000 USD en 2007) et à 488 000 USD (627 000 USD en 2007).

Conformément à l'Accord portant création du FIDA, les montants versés au Fonds par les États membres de l'ancienne catégorie III dans leur monnaie nationale, au titre de leurs contributions initiales ou de leurs contributions additionnelles, sont soumis à restriction.

**c) Composition du portefeuille de placements (consolidé) par instrument**

Au 31 décembre 2008, les liquidités et les placements évalués aux cours du marché, y compris les sommes à payer et à recevoir, se chiffraient à 2 757 204 000 USD (2 775 046 000 en 2007), à l'exception des avoirs soumis à restriction et en monnaies non convertibles. Ils se décomposaient comme suit:

	<i>En milliers d'USD</i>	
	2008	2007
Liquidités	491 487	437 674
Titres à revenu fixe	2 306 973	2 336 754
(Perte)/gain non réalisé sur contrats à terme	26 752	(136)
Dépôts à terme et autres effets bancaires	87 566	163 963
Contrats à terme	6 530	2 456
Options	122	182
Swaps	(773)	0
Avoirs détenus en garantie des prêts de titres	455 953	816 703
<b>Total des liquidités et placements</b>	<b>3 374 610</b>	<b>3 757 596</b>
Sommes à recevoir sur cessions de titres	67 388	53 489
Somme à payer sur achats de titres	(210 565)	(219 336)
Engagements au titre des garanties en espèces sur prêts de titres	(474 229)	(816 703)
<b>Total des placements</b>	<b>2 757 204</b>	<b>2 775 046</b>

Les placements en titres à revenu fixe comprenaient, au 31 décembre 2008, 407 152 000 USD de titres détenus jusqu'à échéance (427 968 000 USD en 2007).

Au 31 décembre 2008, la valeur de marché des garanties en espèces reçues sur les prêts de titres se montait à 455,9 millions d'USD (816,7 millions d'USD en 2007) tandis que les

engagements correspondants à l'égard des emprunteurs atteignaient 474,2 millions d'USD (816,7 millions d'USD en 2007), ce qui fait ressortir une perte latente de 18,3 millions d'USD. À la même date, la valeur nominale des titres prêtés se montait à 526 millions d'USD (1 064 millions d'USD en 2007) et les titres reçus par le Fonds en guise de garantie représentaient 74 millions d'USD (326 millions d'USD en 2007). La majeure partie des titres prêtés sont des obligations d'État.

**d) Composition du portefeuille de placements (consolidé) par monnaie**

La composition par monnaie des liquidités et des placements au 31 décembre était la suivante:

	<i>En milliers d'USD</i>	
	2008	2007
Euro	883 573	837 956
Yen japonais	337 096	294 914
Livre sterling	240 769	294 594
Dollar des États-Unis	1 314 042	1 347 582
<b>Total</b>	<b>2 775 480</b>	<b>2 775 046</b>
Avoirs détenus en garantie des prêts de titres	455 953	816 703
Engagements au titre des garanties sur prêts de titres	(474 229)	(816 703)
<b>Total liquidités et placements</b>	<b>2 757 204</b>	<b>2 775 046</b>

Les données présentées dans le tableau ci-dessus ne tiennent pas compte des placements liés aux garanties en espèces sur prêts de titres, présentés séparément ci-après à la note 4 j).

**e) Composition du portefeuille de placements (consolidé) par échéance**

Au 31 décembre, la composition par échéance des liquidités et des placements était la suivante:

	<i>En milliers d'USD</i>	
	2008	2007
Moins de 1 an	599 499	640 794
1 à 5 ans	1 555 526	1 584 973
5 à 10 ans	244 179	160 590
Plus de 10 ans	376 276	388 689
<b>Total</b>	<b>2 775 480</b>	<b>2 775 046</b>
Avoirs détenus en garantie des prêts de titres	455 953	816 703
Engagements au titre des garanties sur prêts de titres	(474 229)	(816 703)
<b>Total liquidités et placements</b>	<b>2 757 204</b>	<b>2 775 046</b>

Au 31 décembre 2008, la durée moyenne des placements à revenu fixe restant à courir jusqu'à l'échéance dans le portefeuille consolidé était de 76 mois (77 mois en 2007).

Les données relatives aux garanties en espèces sur prêts de titres (notamment la composition de ces avoirs par échéance) sont présentées séparément ci-après à la note 4 j).

**f) Gestion des risques financiers**

Les placements du FIDA sont exposés à divers risques financiers: risque de marché, risque de crédit, risque de change, risque de garde et risque de liquidité. Dans l'hypothèse de la poursuite de ses activités, le Fonds encourt aussi un risque de perte de ressources qui est toutefois limité au portefeuille de placements.

**g) Risque de marché**

Conformément à sa politique de placement, le FIDA investit dans plusieurs catégories d'actifs à revenu fixe. Lorsqu'il y a lieu, la direction du FIDA prend les mesures tactiques qui s'imposent pour protéger l'ensemble du portefeuille de placements contre les évolutions défavorables du marché.

Les liquidités et les placements détenus jusqu'à leur échéance sont gérés en interne. Les autres placements sont répartis entre 12 mandats de gestion externe.

Le tableau 1 ci-après indique la part relative et le montant des placements effectués dans les différentes classes d'actifs que comporte le portefeuille, ainsi que les allocations préconisées par la politique de placement, aux 31 décembre 2008 et 2007. Les chiffres présentés concernent uniquement le FIDA.

Tableau 1  
**Répartition des placements par classe d'actifs et allocations prévues par la politique de placement**  
Aux 31 décembre 2008 et 2007

<i>Classe d'actifs</i>	<i>Portefeuille</i>		<i>Politique de placement</i>	
	<i>2008</i>	<i>%</i>	<i>En millions d'USD</i>	<i>%</i>
Liquidités à court terme	5,5		136,6	5,5
Placements détenus jusqu'à échéance	16,4		407,2	16,4
Obligations d'État	43,8		1 086,0	43,3
Placements diversifiés à taux fixe	17,9		443,8	14,8
Placements indexés sur l'inflation	16,4		404,9	20,0
<b>Total</b>	<b>100</b>		<b>2 478,5</b>	<b>100</b>

<i>Classe d'actifs</i>	<i>Portefeuille</i>		<i>Politique de placement</i>	
	<i>2007</i>	<i>%</i>	<i>En millions d'USD</i>	<i>%</i>
Liquidités à court terme	6,8		169,5	5,5
Placements tactiques à court terme	1,6		40,3	-
Placements détenus jusqu'à échéance	17,1		427,9	17,1
Obligations d'État	42,7		1 068,0	43,5
Placements diversifiés à taux fixe	17,0		425,1	13,9
Placements indexés sur l'inflation	14,8		370,2	20,0
<b>Total</b>	<b>100</b>		<b>2 501,0</b>	<b>100</b>

Chaque classe d'actifs est gérée selon des lignes directrices qui lui sont propres et qui imposent des restrictions sur le choix des instruments admissibles et les opérations susceptibles d'être effectuées par les gestionnaires en fonction des risques du marché. Ces restrictions prennent la forme suivante:

1. indices de référence prédéterminés et limitation de l'écart autorisé en termes de durée;
2. erreurs de réplification maximales;
3. notes de crédit minimales (voir ci-après l'alinéa h) Risque de crédit).

Les indices de référence sélectionnés pour les différentes classes d'actifs sont indiqués dans le tableau 2 ci-dessous.

Tableau 2  
Indices de référence par portefeuille

Portefeuille	Indice de référence
Liquidités à court terme	-
Obligations d'État	Indice JP Morgan pour les obligations d'État multimarchés de 1 à 5 ans, ajusté en fonction des quatre monnaies entrant dans la composition du panier du DTS
Placements diversifiés à taux fixe	Indice global Lehman des États-Unis (AA3 et au-dessus)
Placements indexés sur l'inflation	Indice ad hoc composé des deux indices Barclays multimarchés pour les valeurs indexées sur l'inflation de 1 à 7 ans et de 7 ans et plus
Placements détenus jusqu'à échéance	Indice sectoriel étendu équilibré (calculé en interne sur une base trimestrielle)

En matière d'échéance, les limites sont les suivantes:

- Un an de plus que la référence pour les obligations d'État multimarché.
- Deux ans de plus que la référence pour les placements diversifiés à taux fixe.
- Sept ans de plus pour les obligations indexées sur l'inflation.

L'exposition au risque de marché est ajustée par restructuration des échéances en fonction de l'évolution des cours de titres. Pour les valeurs à revenu fixe, la durée maximale est fixée à deux ans au-delà de l'échéance du portefeuille de référence. Le Fonds n'effectue pas de placements sur les marchés d'actions.

La durée moyenne des placements du FIDA aux 31 décembre 2008 et 2007 et les valeurs de référence correspondantes sont indiquées au tableau 3 ci-dessous.

Tableau 3  
Durée moyenne des placements et durée de référence, en nombre d'années (FIDA seulement)  
Aux 31 décembre 2008 et 2007

Classe d'actifs	Portefeuille		Durée de référence	
	2008	2007	2008	2007
Liquidités à court terme	-	-	S.O.	S.O.
Obligations d'États	2,9	2,7	2,6	2,5
Placements diversifiés à taux fixe	3,0	4,5	3,2	4,0
Placements indexés sur l'inflation	4,7	3,9	5,2	5,0
Placements détenus jusqu'à échéance	2,3	2,5	2,3	2,5
<b>Durée moyenne totale</b>	<b>3,0</b>	<b>2,9</b>	<b>3,0</b>	<b>2,9</b>

L'analyse de sensibilité du portefeuille de placements du FIDA présentée au tableau 4 ci-après montre l'incidence qu'un déplacement positif et négatif symétrique de la courbe de rendement (de -300 à +300 points de base) aurait sur la valeur du portefeuille de placements au 31 décembre 2008.

Tableau 4  
Analyse de sensibilité du portefeuille de placements (FIDA seulement)

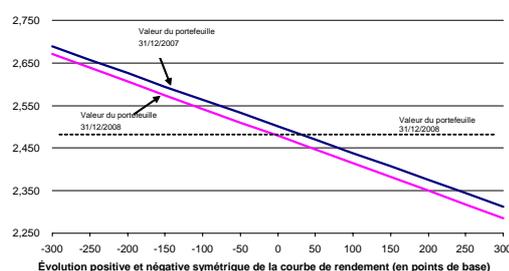
Variation de la courbe de rendement en points de base	2008		2007	
	Variation de la valeur du portefeuille sous mandat de gestion	Total portefeuille	Variation de la valeur du portefeuille sans mandat de gestion	Total portefeuille
-300	193	2 672	188	2 689
-250	161	2 640	156	2 657
-200	129	2 608	125	2 626
-150	96	2 575	94	2 595
-100	64	2 543	63	2 564
-50	32	2 511	31	2 532
<b>0</b>	<b>-</b>	<b>2 478,5</b>	<b>-</b>	<b>2 501,0</b>
50	(32)	2 447	(31)	2 470
100	(64)	2 415	(63)	2 438
150	(96)	2 383	(94)	2 407
200	(129)	2 350	(125)	2 376
250	(161)	2 318	(156)	2 345
300	(193)	2 286	(188)	2 313

L'analyse de sensibilité présentée ci-dessus ne tient pas compte des placements liés aux garanties en espèces sur prêts de titres.

Le graphique 1 ci-dessous illustre la relation négative entre rendements et valeur des placements à revenu fixe.

Graphique 1  
Analyse de sensibilité de la valeur du portefeuille de placements (FIDA seulement)

(En millions d'USD)



Au 31 décembre 2008, si le niveau général des taux d'intérêt des monnaies entrant dans la composition du papier du DTS avait été supérieur/inférieur de 100 points de base (déplacement positif ou négatif symétrique de la courbe de rendement), le produit de l'ensemble du portefeuille de placements aurait été inférieur/supérieur de 64,0 millions d'USD du fait des pertes (gains) enregistrés sur les placements évalués au cours du marché (78% du portefeuille).

Le tableau 5 ci-dessous indique l'erreur de réplication (*tracking error*) maximale autorisée par les lignes directrices de la politique de placement. L'erreur de réplication représente l'écart type annualisé de la performance du portefeuille par rapport à l'objectif de référence, et mesure le risque actif encouru par les gestionnaires de placements.

Tableau 5  
Erreur de réplication maximale autorisée par classe d'actifs

Classe d'actifs	Erreur de réplication (en % par an)
Obligations d'État	0,75-1,00
Placements diversifiés à taux fixe	0,75-1,00
Placements indexés sur l'inflation	2,00
Placements détenus jusqu'à échéance	S.O.

Au 31 décembre 2008, l'erreur de réplication de l'ensemble du portefeuille, sur la base des trois années précédentes, était de 0,28%.

**h) Risque de crédit**

Les lignes directrices de la politique de placement fixent des normes de qualité minimales pour le choix des titres et des contreparties. Ces normes reflètent les notes attribuées aux établissements bancaires et aux émissions obligataires par les grandes agences de notation financière, comme indiqué au tableau 6 ci-dessous.

Tableau 6  
**Notes de crédit minimales exigées par la politique de placement**

Classe d'actifs	Titres	Opérations		
		Dépôts à terme et CD <sup>a</sup>	au comptant et à terme <sup>b</sup>	Swaps de taux d'intérêt <sup>c</sup>
Liquidités à court terme	s.o.	A-1/P-1	s.o.	s.o.
Obligations d'État <sup>c</sup>	Moody's Aa3 ou Standard & Poor's (S&P) AA- ou Fitch AA-	A-1/P-1	A-1/P-1	s.o.
Placements diversifiés à taux fixe <sup>c</sup>	Moody's Aa3 ou S&P AA- ou Fitch AA (exception: MBS et ABS AAA/Aaa par deux des trois institutions)	A-1/P-1	A-1/P-1	AA-/Aa3
Placements indexés sur l'inflation <sup>c</sup>	Moody's Aa3 ou S&P AA-	A-1/P-1	A-1/P-1	s.o.
Placements détenus jusqu'à échéance	Moody's Aa3 ou S&P AA- (exception: obligations de sociétés AAA/Aaa)	A-1/P-1	s.o.	s.o.

<sup>a</sup> La note de crédit minimale (P-1 de Moody's ou A-1 de S&P) s'applique à l'établissement bancaire.

<sup>b</sup> La note de crédit minimale s'applique à la contrepartie.

<sup>c</sup> Seul sont autorisés les contrats à terme et les options négociés sur des marchés organisés.

Note: ABS = titres adossés à des actifs  
IRS = swaps de taux d'intérêt  
MBS = titres adossés à des créances hypothécaires

Au 31 décembre 2008, la note de crédit moyenne de chaque classe d'actifs était égale ou supérieure au minimum autorisé par la politique de placement (tableau 7).

Tableau 7  
**Note de crédit moyenne par classe d'actifs (FIDA seulement)**  
Aux 31 décembre 2008 et 2007.

Classe d'actifs	Note de crédit <sup>a</sup>	
	2008	2007
Liquidités à court terme	P1	P1
Obligations d'État	Aaa	Aaa
Placements diversifiés à taux fixe	Aaa	Aaa
Placements indexés sur l'inflation	Aaa	Aaa
Placements détenus jusqu'à échéance	Aaa	Aaa

<sup>a</sup> La note de crédit moyenne est calculée sur la base des valeurs de marché aux 31 décembre 2008 et 2007; pour les placements détenus jusqu'à échéance, la note moyenne est calculée sur la base des valeurs nominales. Les notes de crédit sont celles attribuées par Moody's.

Les notes de crédit des garanties en espèces sont indiquées ci-après à la note 4 j).

**j) Placements en titres détenus jusqu'à échéance**

	Équivalent en milliers d'USD			
	USD	EUR	Livre sterling	Total
Liquidités	10 888	448	-	11 336
Obligations de sociétés	51 645	67 865	7 123	126 633
Obligations publiques	101 610	50 256	7 394	159 260
Obligations d'État	10 161	49 048	-	59 209
Obligations d'entités supranationales	30 284	20 430	-	50 714
<b>Total 2008</b>	<b>204 588</b>	<b>188 047</b>	<b>14 517</b>	<b>407 152</b>
Total 2007	224 417	183 612	19 939	427 968

Au 31 décembre 2008, la juste valeur des placements détenus jusqu'à échéance se montait à 418 769 000 USD (430 342 000 USD en 2007).

Au 31 décembre, la composition par échéance des titres détenus jusqu'à échéance était la suivante:

Échéance	En milliers d'USD	
	2008	2007
Moins d'un an	94 284	76 401
1-2 ans	87 924	95 165
2-3 ans	73 052	91 199
3-4 ans	75 340	73 689
4-5 ans	76 552	81 753
5-6 ans	-	9 761
<b>Total</b>	<b>407 152</b>	<b>427 968</b>

Tous les titres à moins d'un an ont une échéance de plus de trois mois à compter de la date d'acquisition.

**j) Prêts de titres**

Le FIDA prend part à des opérations de prêt de titres qui comportent un risque de crédit si la contrepartie ne s'acquitte pas de ses obligations contractuelles. Le dépositaire global se charge, pour le compte du FIDA, de gérer au jour le jour les garanties et de les compléter par des appels de fonds supplémentaires si nécessaire (en fonction du niveau minimum requis dans les contrats). La gestion du risque de crédit est assurée à la fois par le dépositaire global et par le FIDA, mais celui-ci supporte à lui seul le risque de marché lié aux titres dans lesquels il investit les garanties en espèces reçues des emprunteurs. En 2008, en vertu d'un amendement à l'accord conclu avec le dépositaire global, celui-ci a transféré dans un compte distinct toutes les garanties liées aux opérations de prêt de titres effectuées par le FIDA. Les règles expressément définies pour ce compte sont plus restrictives que celles de la politique générale du FIDA en matière de placements. Elles définissent les critères à respecter pour le choix des titres, les notes minimales de crédit et la durée moyenne pondérée des placements (30 jours maximum pour les garanties réinvesties). Une grande partie des avoirs reçus en garantie est investie dans des instruments facilement mobilisables, afin de couvrir notamment le risque de liquidité associé à certains actifs actuellement détenus, tels que les titres MBS et ABS. Les placements liés aux garanties en espèces sur prêts de titres, ventilés par monnaie et par note de crédit, sont présentés dans les tableaux ci-dessous.

	En milliers d'USD	
	2008	2007
Dollar des États-Unis	455 953	593 075
Euro	-	223 628
<b>Total</b>	<b>455 953</b>	<b>816 703</b>

	<i>En milliers d'USD</i>				
	AAA	AA	A	BBB	Total
Liquidités	167 829	-	-	-	167 829
Obligations de sociétés	23 221	12 879	39 553	2 758	78 411
Obligations publiques	54 658	-	-	-	54 658
Obligations d'État	29 910	-	-	-	29 910
Valeurs bancaires	-	8 101	6 247	-	14 349
MBS*	12 245	1 890	959	3 382	19 476
ABS*	87 283	1 459	503	2 075	91 321
<b>Total</b>	<b>376 147</b>	<b>24 330</b>	<b>47 262</b>	<b>8 215</b>	<b>455 953</b>

\* ABS = titres adossés à des actifs

MBS = titres adossés à des créances hypothécaires

NOTE: La note de crédit retenue est la plus basse (c'est-à-dire l'estimation la plus prudente) de celles attribuées par les agences Moody's, Standard & Poor's et Fitch.

Au 31 décembre 2008, la composition par échéance des placements liés aux garanties en espèces sur prêts de titres était la suivante:

<i>Echéance</i>	<i>En milliers d'USD</i> <i>2008</i>
Moins d'un an	340 126
1-2 ans	76 296
2-3 ans	28 683
3-4 ans	10 849
<b>Total</b>	<b>455 953</b>

#### k) *Risque de change*

Le portefeuille de placements est utilisé de manière à minimiser globalement les risques de change encourus par le FIDA. La majeure partie des engagements du FIDA se composent de prêts et de dons non décaissés libellés en DTS. Dans la mesure du possible, le Fonds s'efforce donc de faire en sorte que ses actifs soient libellés dans les monnaies composant le panier du DTS et répartis selon les mêmes ratios. De même, les montants affectés à la Réserve générale et les engagements de dons libellés en dollars des États-Unis ont pour contrepartie des actifs libellés dans cette même monnaie.

L'alignement de l'actif sur le panier du DTS fait l'objet d'un contrôle généralement effectué tous les mois.

En cas de défaut d'alignement jugé important et persistant, la direction entame une procédure de réalignement en modifiant la part relative des différentes monnaies à l'intérieur du portefeuille de placements de manière à ce que l'ensemble de l'actif reflète à nouveau les pondérations du DTS.

Le tableau 8 ci-dessous indique le degré d'alignement de l'ensemble de l'actif du FIDA sur le panier du DTS au 31 décembre 2008.

Tableau 8  
**Alignement de l'actif sur le panier du DTS (FIDA seulement)**  
Au 31 décembre 2008

<i>Monnaie</i>	<i>Part de l'actif net (%)</i>	<i>Pondération du DTS</i>	<i>Écart</i>
USD	38,5	41,2	(2,7)
EURO	37,0	37,1	(0,1)
JPY	13,6	13,2	0,4
GBP	10,9	8,5	2,4
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>-</b>

Au 31 décembre 2008, si le dollar des États-Unis s'était déprécié (apprécié) de 10% par rapport aux trois autres monnaies composant le panier du DTS, le degré d'alignement de l'actif du FIDA aurait été comme indiqué au tableau 9 ci-dessous.

Tableau 9  
**Sensibilité du niveau d'alignement de l'actif sur le panier du DTS (FIDA uniquement)**  
Au 31 décembre 2008

<i>Monnaie</i>	<i>Écart par rapport aux pondérations du DTS</i>	
	<i>USD -10% (%)</i>	<i>USD +10% (%)</i>
USD	(5,0)	(0,2)
EURO	1,3	(1,7)
JPY	0,9	(0,2)
GBP	2,8	2,1
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

Afin d'améliorer ses rendements, le Fonds peut investir dans des titres libellés dans des monnaies autres que celles du panier du DTS et effectuer, en les couvrant, des opérations à terme sur devises afin de maintenir l'équilibre monétaire entre ses actifs et ses engagements libellés en DTS et en dollars des États-Unis.

#### l) *Risque de liquidité*

Une gestion prudente du risque de liquidité suppose notamment de conserver suffisamment d'actifs liquides ou équivalents pour faire face aux décaissements de prêts et de dons ainsi qu'aux dépenses administratives lorsqu'il y a lieu. Pour assurer au FIDA la souplesse de financement dont il a besoin, les services de la trésorerie estiment le montant des fonds disponibles à partir de toutes les sources utiles à cet égard et surveillent la situation des liquidités selon divers échéanciers. Le FIDA a élaboré une politique en matière de liquidités, adoptée par le Conseil d'administration en décembre 2006, visant à mettre en place de nouveaux dispositifs de sauvegarde dans ce domaine. Cette politique prévoit le maintien d'un niveau minimum d'actifs très liquides dans le portefeuille de placements du FIDA, à hauteur de 60% du total des décaissements bruts annuels, niveau qui peut être majoré en cas de crise. Le caractère adéquat de ce niveau de liquidité fera l'objet d'une évaluation dans le contexte du cycle de reconstitution. À l'heure actuelle, la part des actifs très liquides détenus par le Fonds couvre largement le minimum de liquidités requis.

#### m) *Risque de ressources*

La politique générale du FIDA en matière de ressources est soumise périodiquement à l'examen de la direction et fait également l'objet d'une évaluation de la part des principales parties prenantes une fois au moins lors de chaque cycle de reconstitution. Le FIDA surveille de près et à intervalles réguliers la position de ses ressources, afin de garantir la poursuite de ses activités. En conséquence, il ajuste le montant de ses nouveaux engagements de prêts et de dons au cours de chaque exercice en fonction des ressources disponibles. La prévision des ressources à long terme est effectuée à l'aide du modèle financier du FIDA.

## NOTE 5

**BILLETS À ORDRE ET SOMMES À RECEVOIR DES CONTRIBUANTS**

	En milliers d'USD	
	2008	2007
<b>Billets à ordre à encaisser</b>		
Contributions aux reconstitutions	276 728	340 842
Contributions du FBS	20 565	21 632
<b>Total</b>	<b>297 293</b>	<b>362 474</b>
Ajustement sur la base de la juste valeur	(13 313)	(18 655)
<b>Billets à ordre à encaisser, sur la base de la juste valeur</b>	<b>283 980</b>	<b>343 819</b>
<b>Contributions à recevoir</b>		
Contributions aux reconstitutions	211 617	355 812
Contributions du FBS	32 862	36 936
Contributions supplémentaires	45 689	13 018
<b>Total</b>	<b>290 168</b>	<b>405 766</b>
Ajustement sur la base de la juste valeur	(9 107)	(27 778)
<b>Contributions à recevoir, sur la base de la juste valeur</b>	<b>281 061</b>	<b>377 988</b>

**a) Contributions initiales et contributions aux première, deuxième, troisième, quatrième, cinquième et sixième reconstitutions des ressources**

Ces contributions ont été intégralement acquittées, sous réserve de ce qui est indiqué dans la note 6 et dans le tableau ci-dessous:

**Contributions non versées/encaissées (au 31 décembre 2008)**

Donateur	En milliers d'USD	
	Reconstitution	Montant
Brésil <sup>a</sup>	Sixième	2 639
France <sup>a</sup>	Sixième	11 120
Allemagne <sup>a</sup>	Sixième	14 000
Guatemala <sup>a</sup>	Sixième	23
Pays-Bas <sup>a</sup>	Sixième	11 169
Suisse <sup>a</sup>	Sixième	521
Royaume-Uni <sup>a,b</sup>	Sixième	5 751
États-Unis	Sixième	459

<sup>a</sup> Cas dans lesquels l'État membre et le FIDA sont convenus d'un calendrier d'encaissements particulier.

<sup>b</sup> Une partie de ce solde représente un billet à ordre non déposé au 31 décembre 2008.

**b) Septième reconstitution des ressources**

Des précisions sur les contributions et paiements effectués pour la septième reconstitution sont données à l'appendice G. La septième reconstitution est entrée en vigueur le 22 décembre 2006.

**c) Programme spécial pour l'Afrique (PSA)**

Des précisions sur les contributions au PSA au titre des première et seconde phases sont données à l'appendice G.

**d) Risque de crédit**

Les contributions des donateurs au FIDA étant garanties par les États, le Fonds part du principe que chacune des contributions pour lesquelles un instrument juridiquement contraignant a été déposé sera finalement encaissée. Le risque de non-recouvrement est couvert par la constitution de provisions sur les contributions.

## NOTE 6

**PROVISIONS**

La juste valeur des provisions est identique à leur valeur nominale étant donné que les sommes à recevoir et billets à ordre correspondants sont déjà exigibles à la date du bilan.

Conformément à la politique du FIDA, il a été constitué des provisions dont le montant au 31 décembre est indiqué ci-après:

	En milliers d'USD	
	2008	2007
Solde en début d'exercice	168 485	169 360
Variation totale	0	(875)
<b>Solde en fin d'exercice</b>	<b>168 485</b>	<b>168 485</b>
dont:		
Billets à ordre des contribuants a)	80 898	80 898
Sommes à recevoir des contribuants b)	87 587	87 587
<b>Total</b>	<b>168 485</b>	<b>168 485</b>

**a) Provisions au titre des billets à ordre**

Au 31 décembre 2008, toutes les contributions aux reconstitutions des ressources du FIDA jusques et y compris la sixième, déposées sous forme de billets à ordre, avaient été tirées à 100%, et les billets à ordre déposés pour la septième reconstitution avaient été tirés à 65% (100% jusqu'à la sixième reconstitution et 30% pour la septième reconstitution au 31 décembre 2007).

Aux 31 décembre 2008 et 2007, toutes les contributions au PSA (première et seconde phase) avaient été tirées en totalité.

Conformément à la politique du FIDA, il a été constitué des provisions au titre des billets à ordre, dont le montant au 31 décembre est indiqué ci-après:

	En milliers d'USD	
	2008	2007
<b>FIDA</b>		
<b>Contributions initiales</b>		
Iran (République islamique d')	29 358	29 358
Iraq	13 717	13 717
	43 075	43 075
Iraq	31 099	31 099
	31 099	31 099
Mauritanie	2	2
	2	2
République populaire démocratique de Corée	600	600
Jamahiriya arabe libyenne	6 087	6 087
Mauritanie	25	25
	6 712	6 712
<b>Total FIDA</b>	<b>80 888</b>	<b>80 888</b>
<b>PSA</b>		
<b>Première phase</b>		
Mauritanie	10	10
<b>Total PSA</b>	<b>10</b>	<b>10</b>
<b>Total général</b>	<b>80 898</b>	<b>80 898</b>

**b) Provisions au titre des sommes à recevoir des contribuants**

Conformément à la politique du FIDA, il a été constitué des provisions au titre de certaines de ces sommes à recevoir, comme indiqué ci-dessous:

	En milliers d'USD	
	2008	2007
<b>Contributions initiales</b>		
Comores	10	10
Iran (République islamique d')	83 167	83 167
	83 177	83 177
<b>Deuxième reconstitution</b>		
Iraq	2 000	2 000
	2 000	2 000
<b>Troisième reconstitution</b>		
Iran (République islamique d')	2 400	2 400
Sao Tomé-et-Principe	10	10
	2 410	2 410
<b>Total</b>	<b>87 587</b>	<b>87 587</b>

**NOTE 7****AUTRES SOMMES À RECEVOIR**

	En milliers d'USD	
	2008	2007
Sommes à recevoir provenant de cessions de titres	67 388	53 489
Autres montant à recevoir	37 506	40 615
<b>Total</b>	<b>104 894</b>	<b>94 104</b>

Les sommes ci-dessus devraient être reçues dans un an au plus tard à compter de la date du bilan.

**NOTE 8****IMMOBILISATIONS**

	En milliers d'USD		
	1 <sup>er</sup> janvier	Ajouts	31 décembre
<b>Coût</b>			
Informatique - matériel	0	490	490
Informatique - logiciels	0	412	412
Mobilier et installations	0	75	75
Matériel de bureau	0	1 041	1 041
<b>Total</b>	0	490	490
<b>Dépréciation</b>			
Informatique - matériel	0	(10)	(10)
Informatique - logiciels	0	(1)	(1)
Mobilier et installations	0	(34)	(34)
Matériel de bureau	0		
<b>Total</b>	0	(45)	(45)
<b>Immobilisations nettes</b>	0	996	996

**NOTE 9****PRÊTS****a) Provision cumulée pour dépréciation**

La provision cumulée pour dépréciation des prêts se décompose comme suit:

	En milliers d'USD	
	2008	2007
Solde en début d'exercice	173 990	169 162
Augmentation/(diminution) nette de la provision	(36 945)	(3 126)
Réévaluation	(3 942)	7 954
<b>Solde en fin d'exercice en valeur nominale</b>	<b>133 103</b>	<b>173 990</b>
Ajustement sur la base de la juste valeur	(70 281)	(117 421)
<b>Total</b>	<b>62 822</b>	<b>56 569</b>

Tous les prêts couverts par la provision cumulée sont compromis à 100%.

**b) Situation de non-comptabilisation**

Si les montants impayés au titre des prêts en situation de non-comptabilisation avaient été comptabilisés, le produit des prêts indiqué dans l'état des recettes et des dépenses pour l'exercice 2008 aurait été supérieur de 2 835 000 USD (2 734 000 USD en 2007). Les chiffres correspondants sont respectivement de 2 803 000 USD (2 703 000 USD en 2007) pour le FIDA et de 32 000 USD (31 000 USD en 2007) pour le PSA. Les États membres concernés sont indiqués ci-après:

**i) Emprunteurs en situation de non-comptabilisation – FIDA**  
Au 31 décembre 2008

	En milliers d'USD			
	Principal non amorti	Principal en arriéré	Produit non comptabilisé en 2008	En retard de paiement depuis
République centrafricaine	32 670	6 768	331	Mai 2001
Cuba	12 752	12 752	526	Sept. 1989
République démocratique du Congo	22 773	5 817	236	Fév. 1993
Guinée- Bissau	6 731	2 048	70	Nov. 1995
Gaza et Cisjordanie	3 857	148	30	Avril 2007
Libéria	15 624	12 065	469	Nov. 1995
Seychelles	125	83	10	Janv. 2002
Somalie	26 550	14 463	275	Janv. 1991
Togo	24 236	4 829	240	Sept. 2000
Zimbabwe	25 433	12 861	616	Oct. 2001
<b>Total</b>	<b>170 751</b>	<b>71 834</b>	<b>2 803</b>	

**ii) Emprunteurs en situation de non-comptabilisation – PSA**  
Au 31 décembre 2008

	En milliers d'USD			
	Principal non amorti	Principal en arriéré	Produit non comptabilisé en 2007	En retard de paiement depuis
Guinée- Bissau	3 141	857	32	Déc. 1995
<b>Total</b>	<b>3 141</b>	<b>857</b>	<b>32</b>	

Le produit des prêts indiqué dans l'état des recettes et des dépenses pour l'exercice 2008 comprend un montant de 4 273 000 USD (2 537 000 USD en 2007) perçu au titre d'exercices antérieurs.

On trouvera à l'appendice H un état détaillé des prêts approuvés, des décaissements effectués et des remboursements perçus.

**c) Ventilation de l'encours des prêts**

	En milliers d'USD	
	2008	2007
<b>FIDA – Prêts approuvés moins annulations et ajustement pour variation en USD de la valeur totale des prêts en DTS (appendice H)</b>		
<b>2008 – 9 108 152 USD</b>		
<b>2007 – 8 939 817 USD</b>		
Prêts en vigueur	8 458 277	8 197 827
Moins: solde non décaissé des prêts en vigueur	(2 265 755)	(2 285 970)
Remboursements	(1 462 618)	(1 312 398)
Intérêts/principal à recevoir	18 967	24 018
Encours des prêts, en valeur nominale	<b>4 748 871</b>	4 623 477
Ajustement sur la base de la juste valeur	(1 129 484)	(1 212 961)
<b>Encours des prêts, sur la base de la juste valeur</b>	<b>3 619 387</b>	<b>3 410 516</b>

<b>PSA – Prêts approuvés moins annulations et ajustement pour variation en USD de la valeur totale des prêts en DTS (appendice H)</b>		
<b>2008 – 342 226 USD</b>		
<b>2007 – 336 384 USD</b>		
Prêts en vigueur	342 226	349 425
Moins: solde non décaissé des prêts en vigueur	(308)	(1 017)
Remboursements	(70 542)	(61 305)
Intérêts/principal à recevoir	694	1 035
Encours des prêts, en valeur nominale	<b>272 070</b>	288 138
Ajustement sur la base de la juste valeur	(113 850)	(117 887)
<b>Encours des prêts, sur la base de la juste valeur</b>	<b>158 220</b>	<b>170 251</b>

<b>Total des prêts approuvés moins annulations et ajustement pour variation en USD de la valeur totale des prêts en DTS</b>		
<b>2008 – 9 450 378 USD</b>		
<b>2007 – 9 289 242 USD</b>		
Prêts en vigueur	8 800 503	8 547 252
Moins: solde non décaissé des prêts en vigueur	(2 266 063)	(2 286 987)
Remboursements	(1 533 160)	(1 373 703)
Intérêts/principal à recevoir	19 661	25 053
Encours des prêts, en valeur nominale	<b>5 020 941</b>	4 911 615
Ajustement sur la base de la juste valeur	(1 243 334)	(1 330 848)
<b>Encours des prêts, sur la base de la juste valeur</b>	<b>3 777 607</b>	<b>3 580 767</b>

**d) Risque de crédit**

En raison de la nature de ses emprunteurs et de ses garants, le Fonds part du principe que chacun de ses prêts est assorti d'une garantie souveraine et sera donc un jour remboursé. Le risque de non-recouvrement est couvert à la fois par la provision cumulée pour dépréciation des prêts et par la provision cumulée au titre de l'Initiative PPTE. Les prêts ayant accumulé des arriérés de plus de 180 jours sont placés en situation de non-comptabilisation.

**e) Risque de marché**

Le risque de taux d'intérêt encouru par le FIDA sur son portefeuille de prêts est jugé minime étant donné que celui-ci se compose pour 91,7% (90,2% au 31 décembre 2007) de prêts

consentis à des conditions particulièrement favorables, c'est-à-dire non susceptibles de varier sur une base annuelle. On trouvera une ventilation du portefeuille selon les conditions de prêt à l'appendice H, sections 5 et 10

**f) Estimation de la juste valeur**

Les hypothèses retenues pour le calcul de la juste valeur ne sont pas sensibles aux variations des taux d'actualisation. L'incidence de la variation du taux de change entre le DTS et le dollar des États-Unis est étroitement surveillée.

**NOTE 10****INSTRUMENTS FINANCIERS PAR CATÉGORIE**

Selon les principes comptables applicables aux instruments financiers, les actifs du FIDA se répartissent en plusieurs catégories comme suit:

	En milliers d'USD			
	2008	Prêts et créances	Actifs à la juste valeur avec variation au compte de résultats	Placements détenus jusqu'à échéance
Encours net des prêts			3 596 800	
Autres créances	104 894			
Placements détenus jusqu'à échéance				407 152
Autres actifs financiers à la juste valeur avec variation au compte de résultats			3 281 163	
Liquidités et équivalents			491 548	
<b>Total</b>	<b>104 894</b>	<b>7 369 511</b>	<b>407 152</b>	
<b>2007</b>				
Encours net des prêts	-	3 426 012	-	-
Autres créances	94 104	-	-	-
Placements détenus jusqu'à échéance	-	-	-	427 968
Autres actifs financiers à la juste valeur avec variation au compte de résultats	-	1 910 031	-	-
Liquidités et équivalents	-	437 753	-	-
<b>Total</b>	<b>94 104</b>	<b>5 773 796</b>	<b>427 968</b>	

**NOTE 11****INITIATIVE POUR LA RÉDUCTION DE LA DETTE DES PAYS PAUVRES TRÈS ENDETTÉS****a) Impact de l'Initiative PPTE**

Le FIDA a financé l'Initiative PPTE à hauteur de 94 670 000 USD au cours de la période 1998-2008. On trouvera à l'appendice D1 un état détaillé des financements cumulés apportés par les donateurs extérieurs.

L'appendice I contient un état récapitulatif des allègements de dette déjà consentis depuis le début de l'Initiative PPTE et de ceux qui devraient l'être à l'avenir. Les allègements de dette

approuvés à ce jour par le Conseil d'administration sont exclusifs de tous les montants relatifs à l'Initiative renforcée pour la réduction de la dette des pays suivants: Comores, Côte d'Ivoire, Érythrée, Kirghizistan, Népal, République centrafricaine, Somalie, Soudan et Togo. Il est prévu que le FIDA reçoive du Conseil d'administration entre 2008 et 2010 l'autorisation de financer sa part des nouveaux allègements ainsi consentis. Au moment où les états financiers consolidés de l'exercice 2008 ont été établis, la contribution du FIDA à l'allègement global de la dette de ces pays, au titre aussi bien du principal que des intérêts, était estimée à 179 075 000 USD (213 500 000 USD en 2007).

Le produit brut des placements du Fonds fiduciaire pour l'Initiative PPTE s'est élevé à 1 630 000 USD (1 166 000 USD en 2007).

Le coût total cumulé des allègements de dette se décompose comme suit:

	En milliers d'USD		
	2008	Variation	2007
Contributions du FIDA 1998-2007	94 670	0	94 670
Total des contributions de sources extérieures (appendice D1)	175 651	0	175 651
Produit net cumulé des placements	7 887	1 630	6 257
Différence entre les allègements de dette approuvés et les ressources disponibles	29 934	(85 884)	115 817
Écarts de change nets cumulés	36 905	(2 931)	39 836
<b>Total (appendice I)</b>	<b>345 046</b>	<b>(87 185)</b>	<b>432 231</b>

#### b) Provision cumulée au titre de l'Initiative PPTE

Les soldes des exercices clos au 31 décembre sont indiqués ci-après:

	En milliers d'USD	
	2008	2007
Solde en début d'exercice	148 004	279 393
Nouveaux montants approuvés	26 584	3 173
Variation de la provision	(11 320)	(147 380)
Variation de change	(2 931)	12 818
Solde en fin d'exercice	160 337	148 004
Ajustement sur la base de la juste valeur	(42 352)	(49 818)
<b>Équivalent sur la base de la juste valeur</b>	<b>117 985</b>	<b>98 186</b>

#### NOTE 12

##### MONTANTS À PAYER ET PASSIF EXIGIBLE

	En milliers d'USD	
	2008	2007 recalculé
Engagements au titre des garanties sur prêts de titres	474 229	816 703
Sommes à payer pour achat de titres	210 565	219 336
Engagements au titre de l'AMACS	50 113	41 355
Autres sommes à payer et engagements exigibles	65 948	64 726
<b>Total</b>	<b>800 855</b>	<b>1 142 120</b>

Sur le total ci-dessus, la somme d'environ 187 623 000 USD (76 141 000 USD en 2007) devrait être à payer dans plus d'un an à compter de la date du bilan.

#### NOTE 13

##### RECETTES REPORTÉES

Les contributions reportées représentent des contributions reçues dont la comptabilisation est reportée à des exercices ultérieurs pour imputation des coûts correspondants. Les produits reportés comprennent des sommes provenant des commissions de service reçues en paiement de frais qui n'ont pas encore été encourus.

	En milliers d'USD	
	2008	2007
Recettes reportées	275 256	169 887
Ajustement sur la base de la juste valeur	(5 810)	(9 129)
<b>Recettes reportées sur la base de la juste valeur</b>	<b>269 445</b>	<b>160 758</b>

#### NOTE 14

##### GAINS/PERTES DE CHANGE NETS

Les taux de conversion du DTS en USD appliqués au 31 décembre des trois dernières années étaient les suivants:

Année	USD
2008	1,53480
2007	1,57592
2006	1,50387

Les effets des variations de change sont détaillés ci-après:

	En milliers d'USD	
	2008	2007
Solde d'ouverture au 1 <sup>er</sup> janvier	1 027 548	784 190
Variations de change pour l'année:		
Liquidités et placements	(67 187)	95 259
Placements détenus jusqu'à échéance		2 556
Montants nets à recevoir/à payer	(4 231)	2 868
Encours des prêts et des dons	(93 208)	147 305
Billets à ordre et montants à recevoir des Membres	(20 617)	22 089
Contributions des États membres	18 491	(26 719)
<b>Total des variations sur l'année</b>	<b>(166 752)</b>	<b>243 358</b>
<b>Solde de clôture au 31 décembre</b>	<b>860 796</b>	<b>1 027 548</b>

Les variations de change présentées ci-dessus ne comprennent pas les gains ou pertes liés directement aux opérations, qui figurent au poste Total des variations de change.

#### NOTE 15

##### PRODUIT DES LIQUIDITÉS ET DES PLACEMENTS

###### a) Gestion du portefeuille de placements

Depuis 1994, la gestion de la majeure partie du portefeuille de placements du FIDA est confiée à des gestionnaires extérieurs qui agissent conformément aux lignes directrices du Fonds. Au 31 décembre 2008, les fonds sous mandat de gestion externe se chiffraient à 1 892 200 000 USD (1 393 100 000 USD en 2007), ce qui représente environ 75% (59% en 2006) du total des liquidités et placements.

###### b) Instruments dérivés

Les lignes directrices du FIDA en matière de placements autorisent le recours aux types d'instruments dérivés suivants à des fins de couverture (ils ne sont pas admis en revanche pour la comptabilité de couverture), principalement pour assurer l'alignement sur le panier du DTS.

###### i) Contrats à terme

Les contrats à terme en cours en fin d'exercice avaient les caractéristiques suivantes:

	31 décembre	
	2008	2007
Nombre de contrats en cours:		
achat	1 143	1 618
vente	462	581
Gains nets latents (en milliers d'USD)	5 767	2 451
Échéances (en jours)	65 à 803	66 à 623

Les contrats à terme en cours au 31 décembre 2008 portaient sur des obligations d'État et des devises.

#### ii) Options

Le FIDA limite les opérations dans ce domaine aux options négociées sur des marchés organisés. Il n'émet pas de contrats d'option. Les options en fin d'exercice avaient les caractéristiques suivantes:

	31 décembre	
	2008	2007
Nombre de contrats en cours:		
achat	504	1 104
vente	382	1 064
Valeur de marché (en milliers d'USD)	(183)	42
Gains/(pertes) nets latents (en milliers d'USD)	(512)	191
Échéances (en jours)	23 à 257	25 à 350

Les contrats d'option en cours au 31 décembre 2008 portaient sur des obligations d'État et des indices du marché monétaire.

#### iii) Contrats à terme couverts

Au 31 décembre 2008, les contrats à terme affichaient un gain latent de 26 752 000 USD (perte latente de 136 000 USD en 2007). Leurs échéances s'échelonnaient entre 5 et 77 jours (entre 7 et 79 jours au 31 décembre 2007).

Les contrats à terme en cours au 31 décembre 2008 portaient sur des devises.

#### iv) Swaps

	31 décembre	
	2008	2007
Nombre de contrats ouverts:		
Achat	1	
Vente	1	
Gains/(pertes) nets latents (en milliers d'USD)	(773)	
Valeur nominale (en milliers d'USD)	6 100	

#### c) Produit des liquidités et des placements

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2008, le produit brut des liquidités et des placements s'est élevé à 136 273 000 USD (155 190 000 USD en 2007). Ce chiffre brut ne comprend pas les frais directs imputables sur le produit des placements, soit 4 367 000 USD (3 929 000 USD en 2007), qui sont inclus dans les charges.

	En milliers d'USD		
	2008		
	Placements au cours du marché	Placements détenus jusqu'à échéance	Total
Intérêts sur titres à revenu fixe	78 044	17 375	95 419
Perte nette sur les contrats à terme et swaps	4 010		4 010
Plus-value/(moins-value) sur titres à revenu fixe	28 298	(511)	27 787
Plus-value/(moins-value) latente sur titres à revenu fixe	13 035		13 035
Gain/(perte) latent sur les avoirs détenus en garantie de prêts de titres	(18 276)		(18 276)
Produit des prêts de titres	4 463	820	5 283
Intérêts versés par les banques et sur les monnaies non convertibles	8 990	25	9 015
<b>Total</b>	<b>118 564</b>	<b>17 709</b>	<b>136 273</b>

	En milliers d'USD		
	2007		
	Placements au cours du marché	Placements détenus jusqu'à échéance	Total
Intérêts sur titres à revenu fixe	68 361	29 055	97 416
Perte nette des contrats à terme et des options	543	-	543
Moins-value sur titres à revenu fixe	(2 461)	9 169	6 708
Perte latente sur titres à revenu fixe	43 359	(6 088)	37 271
Produit des prêts de titres	1 531	360	1 891
Intérêts versés par les banques et sur les monnaies non convertibles	11 361	-	11 361
<b>Total</b>	<b>122 694</b>	<b>32 496</b>	<b>155 190</b>

Dans le cas des placements détenus jusqu'à échéance, les plus-values/(moins-values) effectives correspondent à l'amortissement.

Ces chiffres comprennent le produit des entités consolidées, à savoir:

	En milliers d'USD	
	2008	2007
FIDA	131 257	146 432
Fonds fiduciaire pour l'AMACS	1 722	1 741
Fonds fiduciaire pour l'Initiative PPTE	1 630	1 168
PC-FBS	1 217	4 284
Autres fonds supplémentaires	4 148	5 226
À déduire: recettes reportées/reclassées	(3 701)	(3 661)
<b>Total</b>	<b>136 273</b>	<b>155 190</b>

Le taux de rendement annuel des liquidités et des placements consolidés en 2008 s'est établi à 5,14% net de charges (6,10% net de charges en 2007). Le taux de rendement annuel des liquidités et placements du FIDA en 2008 s'est établi à 5,45% net de charges (6,10% net de charges en 2007).

**NOTE 16****RECETTES PROVENANT D'AUTRES SOURCES**

Ces recettes proviennent principalement de remboursements de frais de fonctionnement spécifiques par le Gouvernement hôte. Elles comprennent également les commissions de service reçues des entités hébergées par le FIDA pour le paiement de services administratifs. Ces sommes sont détaillées ci-dessous:

	<i>En milliers d'USD</i>	
	2008	2007
Commissions de service	211	224
Remboursements du Gouvernement hôte	16 876	11 781
Recettes provenant d'autres sources	1 774	2 036
<b>Total</b>	<b>18 861</b>	<b>14 041</b>

**NOTE 17****RECETTES PROVENANT DES CONTRIBUTIONS**

	<i>En milliers d'USD</i>	
	2008	2007
Fonds supplémentaires	30 636	107 840
PC-FBS	1 925	5 831
<b>Total</b>	<b>32 561</b>	<b>113 671</b>

À partir de 2007, les contributions au titre de l'Initiative PPTTE tiennent compte des charges correspondantes.

**NOTE 18****DÉPENSES D'EXPLOITATION**

Les dépenses d'exploitation ventilées par principales sources de financement sont présentées à l'appendice J.

Le Mécanisme de financement du développement des programmes (MFDP) finance les dépenses pluriannuelles afférentes à la conception, à l'exécution et à la supervision des projets et programmes financés par les prêts et les dons du FIDA. Lorsqu'un engagement est pris au titre du MFDP, le coût correspondant est comptabilisé en charge sous une rubrique distincte de l'état des recettes et des dépenses, et enregistré au passif du bilan pour les montants non décaissés. Les engagements au titre du MFDP sont déduits des ressources disponibles pour engagement lorsque les activités auxquelles ils correspondent deviennent effectives, compte tenu des différentes étapes prévues pour chacune d'entre elles.

Les coûts relatifs au MFDP ainsi que d'autres sources de financement, y compris le Plan d'action, sont enregistrés dans les comptes selon la nature de la dépense à laquelle ils correspondent.

**NOTE 19****EFFECTIFS, PENSIONS ET ASSURANCE MALADIE****a) Effectifs**

Les agents figurant sur les états de paie du FIDA sont affiliés aux régimes de prestations offerts par le Fonds, à savoir la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies et le plan d'assurance maladie après cessation de service (AMACS) géré par la FAO.

En 2008, les effectifs à plein temps du FIDA et des autres entités consolidées, classés par principale source budgétaire, se décomposaient comme suit:

	<i>Cadre organique</i>	<i>Services généraux</i>	<i>Total</i>
Budget administratif -			
FIDA	182	204	386
MFDP-FIDA	27	32	59
Autres sources - FIDA	31	26	57
PC-FBS	2	1	3
Cadres associés	12		12
Fonds programmatisés	2	3	5
<b>Total 2008</b>	<b>256</b>	<b>267</b>	<b>523</b>
<b>Total 2007</b>	<b>237</b>	<b>270</b>	<b>507</b>

Comme les années précédentes, le FIDA a recouru aux services de consultants, de personnel de conférence et d'autres agents temporaires pour faire face à ses besoins opérationnels.

**b) Pensions**

La dernière évaluation actuarielle de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, établie au 31 décembre 2007, a fait apparaître un excédent actuariel s'élevant à 0,49% de la rémunération soumise à retenue pour pension. Le FIDA verse des cotisations pour le compte de son personnel (actuellement payées par l'affilié et le FIDA à hauteur de 7,9% et 15,8% respectivement de la rémunération soumise à retenue pour pension) et serait coresponsable, au prorata de sa part, de tout déficit. Le total des cotisations versées à la Caisse des pensions en 2008 s'est élevé à 8 984 000 USD (8 024 000 USD en 2007). Malgré les difficultés rencontrées sur les marchés financiers, l'administrateur de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies a confirmé que la capacité de la Caisse à faire face à ses engagements n'était nullement affectée.

**c) Plan d'assurance maladie après cessation de service**

La dernière évaluation actuarielle de l'AMACS a été effectuée au 31 décembre 2008, à l'aide d'une méthode rétrospective de répartition des prestations au prorata des années de service, sur la base des hypothèses suivantes: taux d'actualisation: 5,6%; rendement des placements: 5,0%; augmentations de salaires prévues: 5,0%; augmentation des frais médicaux: 5,0%; inflation: 3%; et taux de change: 1 EUR = 1,43 USD. D'après ce calcul, la part des engagements non provisionnés revenant au FIDA au 31 décembre 2008 était de l'ordre de 50 113 000 USD. Le tableau ci-dessous présentent les actifs du plan d'assurance maladie après cessation de service et la provision constituée à ce titre au 31 décembre, tels qu'ils figurent dans les états financiers 2008 et 2007.

	<i>En milliers d'USD</i>	
	2008	2007
<b>Passif (services passés)</b>		
Total de la provision au 1 <sup>er</sup> janvier	(41 355)	(32 922)
Charges d'intérêts	(2 242)	(1 470)
Coût des services actuels	(1 969)	(1 949)
Reclassement des services actuels afférent aux entités autres que le FIDA	-	-
Pertes actuarielles	(4 547)	(5 014)
<b>Provision au 31 décembre</b>	<b>(50 113)</b>	<b>(41 355)</b>
<b>Actif</b>		
Total des actifs au 1 <sup>er</sup> janvier	46 199	32 922
Intérêt sur solde	1 722	1 742
Contributions	9 561	11 535
Pertes actuarielles	-	-
<b>Total des actifs au 31 décembre</b>	<b>57 482</b>	<b>46 199</b>

Les actifs de l'AMACS sont actuellement investis dans des dépôts à vue et à terme, conformément à la politique de placement du FIDA.

Le FIDA inscrit dans ses comptes, pour cette couverture médicale, le coût total des prestations au titre des services rendus au cours de l'exercice, y compris pour les retraités. En 2008, ce coût, inclus dans les traitements et indemnités du personnel, s'est élevé à 4 211 000 USD (3 648 000 USD – en 2007).

**d) Risque d'évaluation actuarielle de l'AMACS**

Le tableau ci-dessous présente les résultats d'une analyse de sensibilité des principales hypothèses retenues pour l'évaluation actuarielle des engagements et du coût des services au titre de l'AMACS au 31 décembre 2008.

<i>Incidence sur :</i>	<i>Engagements (%)</i>	<i>Coût des services (%)</i>
Hausse des frais médicaux:		
6,0 % au lieu de 5,0 %	25,4	35,66
4,0 % au lieu de 5,0 %	-20,3	-26,3

**NOTE 20**

**FRAIS FINANCIERS DIRECTS (BANQUES ET PLACEMENTS)**

	<i>En milliers d'USD</i>	
	<i>2008</i>	<i>2007</i>
Frais de gestion des placements	(3 546)	(2 923)
Autres charges nettes	(641)	(582)
Impôt récupérable (payé)/reçu	2	(10)
<b>Total</b>	<b>(4 185)</b>	<b>(3 515)</b>

**NOTE 21**

**AJUSTEMENT SUR LA BASE DE LA JUSTE VALEUR**

Les variations de la juste valeur se décomposent comme suit:

	<i>En milliers d'USD</i>	
	<i>2008</i>	<i>2007</i>
Encours des prêts	53 245	(16 067)
Provision cumulée pour dépréciation des prêts	(44 076)	(1 573)
Provision cumulée au titre de l'Initiative PPTE	(6 165)	(50 771)
Encours des prêts (net)	3 004	(68 411)
Billets à ordre des contribuants	157	(3 215)
Contributions à recevoir	(14 589)	(8 705)
Contributions	20 695	10 613
Dons non décaissés	(3 800)	9 414
Recettes reportées	(6 263)	1 307
<b>Total</b>	<b>(796)</b>	<b>(58 997)</b>

**NOTE 22**

**INFORMATIONS AFFÉRENTES AUX ENTITÉS HÉBERGÉES**

Parmi les dons figure le financement annuel de deux entités hébergées par le FIDA, la Coalition internationale pour l'accès à la terre et le Mécanisme mondial, comme suit:

	<i>Total cumulé</i>	<i>En milliers d'USD</i>	
		<i>2008</i>	<i>2007</i>
Coalition internationale	10 063	1 148	-
Mécanisme mondial	8 782	1 232	-
<b>Total</b>	<b>18 845</b>	<b>2 380</b>	<b>-</b>

Au 31 décembre, les dettes/(créances) du Mécanisme mondial et de la Coalition internationale à l'égard du FIDA s'établissaient comme suit:

	<i>En milliers d'USD</i>	
	<i>2008</i>	<i>2007</i>
Coalition internationale	528	(22)
Mécanisme mondial	(389)	1 470
<b>Total</b>	<b>139</b>	<b>1 448</b>

**NOTE 23**

**IMPRÉVUS**

**a) Éléments de passif conditionnels**

Le FIDA a accumulé des engagements conditionnels au titre des allègements de dette annoncés par la Banque mondiale/le Fonds monétaire international en faveur de neuf pays. Voir la note 10 pour de plus amples détails sur le coût potentiel de l'allègement des montants dus par ces pays au titre du principal et des intérêts ainsi que de la non-comptabilisation des intérêts qu'auraient produits les prêts pour lesquels un allègement de dette a déjà été approuvé, comme indiqué à l'appendice I.

**NOTE 24**

**DATE D'AUTORISATION DE LA PUBLICATION DES ÉTATS FINANCIERS**

Les états financiers consolidés pourront être publiés après recommandation par le Comité d'audit à sa réunion d'avril 2009 et approbation par le Conseil d'administration à sa session d'avril 2009. Les états financiers consolidés de l'exercice 2008 seront soumis pour approbation au Conseil des gouverneurs à sa session de février 2010. Les états financiers consolidés de l'exercice 2007 ont été approuvés par le Conseil des gouverneurs à sa trentième-deuxième session, en février 2009.

## État des contributions complémentaires et des contributions supplémentaires et des fonds non décaissés

Aux 31 décembre 2008 et 2007

### État des contributions supplémentaires cumulées, y compris le cofinancement des projets de 1978 à 2008<sup>1</sup> (en milliers d'USD)

<i>États membres</i>	<i>Cofinancement des projets</i>	<i>Cadres associés</i>	<i>Autres fonds supplémentaires</i>	<i>FEM</i>	<i>Total</i>
Algérie			97		97
Angola			7		7
Australie <sup>2</sup>	2 721		84		2 805
Autriche	755				755
Bangladesh			56		56
Belgique	5 059	758	594		6 411
Belgique pour le FBS-PC <sup>3</sup>			64 778		64 778
Canada	209		4 871		5 080
Chine			30		30
Colombie			25		25
Danemark	2 467	3 327	3 951		9 745
Finlande	2 644	2 138	4 323		9 105
France	1 032	862	3 846		5 740
Allemagne	46	4 672	7 191		11 909
Ghana			97		97
Grèce			97		97
Inde			1 000		1 000
Indonésie			50		50
Irlande	6 723		767		7 490
Italie	20 507	5 121	32 520		58 148
Japon	1 876	2 073	3 975		7 924
Jordanie			15		15
Koweït			139		139
Luxembourg	1 412		1 073		2 485
Malaisie			28		28
Maroc			50		50
Pays-Bas	67 035	4 629	10 236		81 900
Nigéria			50		50
Norvège	21 401	1 709	6 296		29 406
Pakistan			25		25
Paraguay			15		15
Portugal	142		738		880
République de Corée		3 104			3 104
Arabie saoudite			139		139
Sénégal			15		15
Afrique du Sud			10		10
Espagne	1 878		8 256		10 134
Suriname	2 023				2 023
Suède	9 421	2 385	2 059		13 865
Suisse	8 388	343	8 188		16 919
Turquie			47		47
Royaume-Uni	17 402		16 183		33 585
États-Unis		322	86		408
<b>Total États membres</b>	<b>173 141</b>	<b>31 443</b>	<b>182 007</b>		<b>386 591</b>

<sup>1</sup> Les contributions dans des devises autres que le dollar des États-Unis ont été converties au taux de change en vigueur à la fin de l'année.

<sup>2</sup> L'Australie n'est plus membre du FIDA depuis le 31 juillet 2007.

<sup>3</sup> La contribution de la Belgique comprend une somme de 942 000 USD versée par le Programme conjoint – Fonds belge de survie (PC-FBS).

## État des contributions complémentaires et des contributions supplémentaires et des fonds non décaissés

Aux 31 décembre 2008 et 2007

### État des contributions supplémentaires cumulées, y compris le cofinancement des projets de 1978 à 2008<sup>1</sup> (suite)

(en milliers d'USD)

<i>États non membres et autres sources</i>	<i>Cofinancement des projets</i>	<i>Cadres associés</i>	<i>Autres fonds supplémentaires</i>	<i>FEM</i>	<i>Total</i>
Banque africaine de développement	2 800		953		<b>3 753</b>
Banque arabe	1 073		25		<b>1 098</b>
Fonds arabe de développement économique et social	2 983				<b>2 983</b>
Programme des pays arabes du Golfe pour les organismes de développement des Nations Unies	299				<b>299</b>
Fondation Bill & Melina Gates			1010		<b>1 010</b>
Congressional Hunger Center			183		<b>183</b>
Commission européenne	814		158 940		<b>159 754</b>
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	14		21		<b>35</b>
Liechtenstein			5		<b>5</b>
Fédération nationale des coopératives agricoles	35				<b>35</b>
Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	1 976				<b>1 976</b>
Organisation des pays exportateurs de pétrole	50				<b>50</b>
Autres			485		<b>485</b>
Excédent des commissions de service	50		96		<b>146</b>
Fonds d'équipement des Nations Unies			557		<b>557</b>
Programme des Nations Unies pour le développement			228		<b>228</b>
Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies	1 000				<b>1 000</b>
Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux	82		150		<b>232</b>
Banque mondiale	1 178		605	52 891	<b>54 676</b>
<b>Total États non membres et autres sources</b>	<b>12 354</b>		<b>163 258</b>	<b>52 891</b>	<b>228 505</b>
<b>Total 2008</b>	<b>185 495</b>	<b>31 443</b>	<b>345 265</b>	<b>52 891</b>	<b>615 096</b>
Total 2007	177 100	29 846	224 286	21 460	452 692

<sup>1</sup> Les contributions dans des devises autres que le dollar des États-Unis ont été converties au taux de change en vigueur à la fin de l'année.

## État des contributions complémentaires et des contributions supplémentaires et des fonds non décaissés

Aux 31 décembre 2008 et 2007

### État des contributions complémentaires cumulées et des autres contributions de 1978 à 2008

(en milliers d'USD)

Canada	1 511
Allemagne	458
Inde	1 000
Royaume-Uni	11 271
Contributions cumulées reçues de la Belgique au titre du PC-FBS dans le cadre des reconstitutions	67 228
<hr/>	
<i>Contributions afférentes à la reconstitution du Fonds fiduciaire pour l'Initiative PPTE</i>	
Italie	4 602
Luxembourg	1 053
Pays-Bas	14 024
	<b>19 679</b>
<hr/>	
<b>Total contributions complémentaires 2008</b>	<b>101 147</b>
<b>Total contributions complémentaires 2007</b>	<b>96 664</b>

### État des contributions des États membres et des donateurs à l'Initiative PPTE

(en milliers d'USD)

<i>Contributions afférentes à la reconstitution du Fonds fiduciaire pour l'Initiative PPTE (voir tableau précédent)</i>	<i>19 679</i>
Belgique	2 713
Commission européenne	10 512
Finlande	5 193
Allemagne	6 989
Islande	250
Norvège	5 912
Suède	17 000
Suisse	3 276
Fonds fiduciaire PPTE administré par la Banque mondiale	104 127
<hr/>	
<b>Total contributions au Fonds fiduciaire PPTE du FIDA en 2008</b>	<b>175 651</b>
<b>Total contributions au Fonds fiduciaire PPTE du FIDA en 2007</b>	<b>175 651</b>

## État des contributions complémentaires et des contributions supplémentaires et des fonds non décaissés

Aux 31 décembre 2008 et 2007

### État des contributions complémentaires et des contributions supplémentaires reçues en 2008

#### Contributions reçues pour le nouveau bâtiment du siège en 2008

	<i>Monnaie</i>	<i>Montant (en milliers)</i>	<i>Équivalent en milliers d'USD</i>
Bangladesh	EUR	40	59
Allemagne	EUR	100	153
Koweït	EUR	100	147
Arabie saoudite	EUR	100	147
<b>Total</b>		<b>340</b>	<b>506</b>

#### Contributions reçues pour le cofinancement de projets en 2008

	<i>Monnaie</i>	<i>Montant (en milliers)</i>	<i>Équivalent en milliers d'USD</i>
Pays-Bas	USD	388	388
Norvège	NOK	9 000	1 713
Espagne	EUR	1 500	1 878
Royaume-Uni	GBP	3 928	7 591
<b>Total</b>			<b>11 570</b>

#### Contributions reçues pour le programme de cadres associés en 2008

	<i>Monnaie</i>	<i>Montant (en milliers)</i>	<i>En milliers d'USD</i>
Danemark	USD	63	63
Finlande	USD	332	332
Allemagne	USD	290	290
Italie	USD	409	409
République de Corée	USD	285	285
Norvège	USD	37	37
Suède	USD	103	103
<b>Total</b>		<b>1 519</b>	<b>1 519</b>

#### Contributions versées sous forme de fonds supplémentaires en 2008

	<i>Monnaie</i>	<i>Montant (en milliers)</i>	<i>Équivalent en milliers d'USD</i>
Banque africaine de développement	USD	800	800
Centre arabe pour l'étude des zones arides et des terres sèches	USD	10	10
Fondation Bill & Melinda Gates	USD	1 000	1 000
Canada	CAD	1 000	986
Commission européenne	EUR	41 079	52 197
Finlande	EUR	400	515
Italie	EUR	3 395	4 881
Luxembourg	EUR	353	461
Pays-Bas – Bangladesh	USD	110	110
Pays-Bas – Rapport sur la pauvreté rurale	EUR	9	12
Norvège	NOK	5 000	724
Norvège <sup>1</sup>	USD	625	625
Espagne	EUR	2 000	2 788
Suisse	CHF	50	49
Fonds d'équipement des Nations Unies	USD	556	556
Fonds d'équipement des Nations Unies – Fonds fiduciaire multidonateurs	USD	228	228
Fonds des Nations Unies	USD	150	150
Royaume-Uni	GBP	528	1 049
Banque mondiale – Groupe consultatif d'assistance aux pauvres	USD	150	150
<b>Total</b>			<b>67 291</b>

#### Contributions complémentaires reçues en 2008

	<i>Reconstitutions</i>	<i>Monnaie</i>	<i>Montant (en milliers)</i>	<i>Équivalent en milliers d'USD</i>
Allemagne	VII <sup>e</sup> reconstitution	EUR	300	458
Royaume-Uni	VI <sup>e</sup> reconstitution	GBP	1 069	2 119
<b>Total</b>				<b>2 577</b>

<sup>1</sup> Pour le Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtones.

## État des contributions complémentaires et des contributions supplémentaires et des fonds non décaissés

Aux 31 décembre 2008 et 2007

### État des contributions complémentaires et des contributions supplémentaires non décaissées

(En milliers d'USD sauf indication contraire)

#### État des variations de contributions

	<i>Cofinancement des projets</i>	<i>Fonds pour le programme de cadres associés</i>	<i>Autres fonds supplémentaires</i>	<i>FEM</i>	<i>Total</i>
<b>Fonds non décaissés au 31 décembre 2008</b>	<b>16 053</b>	<b>1 558</b>	<b>99 285</b>	<b>31 449</b>	<b>148 885</b>
<b>Fonds de cofinancement de projets</b>			<i>Solde non décaissé au 31 décembre</i>		
			<i>2008</i>		<i>2007</i>
<b>États membres</b>					
Canada			29		
Finlande			155		52
Irlande			1 327		520
Italie			2 183		1 828
Japon			274		303
Luxembourg			317		
Pays-Bas			378		162
Norvège			3 095		1 704
Espagne			1 784		
Suriname			4		
Suède			212		176
Suisse			72		96
Royaume-Uni			5 146		1 709
<b>Total États membres</b>			<b>14 976</b>		<b>6 550</b>
<b>États non membres</b>					
Banque arabe			1 073		1 033
Fonds arabe de développement économique et social					1
Banque mondiale			4		
<b>Total États non membres</b>			<b>1 077</b>		<b>1 034</b>
<b>Total</b>			<b>16 053</b>		<b>7 584</b>
<b>Fonds pour le programme de cadres associés</b>	<i>Solde non décaissé au 31 décembre</i>		<i>Nombre cumulé de cadres associés</i>		
	<i>2008</i>	<i>2007</i>	<i>2008</i>	<i>2007</i>	
Belgique	9	92	4	4	
Danemark	175	217	20	20	
Finlande	257	163	11	10	
France		76	4	4	
Allemagne	337	289	29	28	
Italie	411	479	22	21	
Japon	47	47	11	11	
Pays-Bas		2	29	29	
Norvège	112	224	9	9	
République de Corée	140	100	9	8	
Suède	70	49	14	14	
Suisse			3	3	
États-Unis			3	3	
<b>Total</b>	<b>1 558</b>	<b>1 738</b>	<b>168</b>	<b>164</b>	

Au total 19 cadres associés ont travaillé au FIDA en 2008 (15 en 2007). Leurs postes étaient financés par la Belgique (1), le Danemark (1), la Finlande (4), la France (1), l'Allemagne (4), l'Italie (4), la Norvège (1), la République de Corée (2) et la Suède (1).

## État des contributions complémentaires et des contributions supplémentaires et des fonds non décaissés

Aux 31 décembre 2008 et 2007

### Autres fonds supplémentaires et complémentaires

	<i>Solde non décaissé au 31 décembre</i>	
	<i>2008</i>	<i>2007</i>
<b>États membres</b>		
Belgique	19	19
Canada	2 189	1 412
Danemark	134	132
Finlande	697	717
France	105	75
Allemagne	1 690	864
Inde	1 000	1 000
Irlande	38	981
Italie	14 330	12 812
Japon	146	184
Luxembourg	831	1 097
Malaisie	13	13
Pays-Bas	146	192
Norvège	1 479	341
Portugal	24	154
Espagne	7 792	5 187
Suède	228	532
Suisse	897	2 056
Royaume-Uni	5 707	5 821
États-Unis	1	
<b>Total États membres</b>	<b>37 466</b>	<b>33 588</b>
<b>États non membres</b>		
Banque africaine de développement	376	150
Fondation Bill & Melina Gates	548	
Commission européenne	59 925	5 684
Organisation des Nations-Unis pour l'alimentation et l'agriculture	16	
Fonds d'équipement des Nations Unies	557	
Programme des Nations Unies pour le développement	212	
Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux	14	
Banque mondiale	159	13
Autres	12	27
<b>Total États non membres</b>	<b>61 819</b>	<b>5 874</b>
<b>Total</b>	<b>99 285</b>	<b>39 462</b>

## État des contributions complémentaires et des contributions supplémentaires et des fonds non décaissés

Aux 31 décembre 2008 et 2007

<b>Fonds pour l'environnement mondial</b>					
<i>Bénéficiaires</i>	<i>Contributions cumulées reçues au 31 décembre</i>	<i>Solde non décaissé au 1<sup>er</sup> janvier 2008</i>	<i>Fonds reçus des donateurs</i>	<i>Décaissements</i>	<i>Solde non décaissé au 31 décembre 2008</i>
ANASE <sup>1</sup> régional	4 639	20	4 299	(20)	4 299
Brésil	5 988	100			100
Burkina Faso	2 016		2 016		2 016
Chine	350	41		(41)	
Comores	1 000		1 000	(1 000)	
Érythrée	150		150	(92)	58
Éthiopie	350	32		(32)	
Gambie	100		100	(49)	51
Appui mondial à la mise en œuvre de la CCD <sup>2</sup>	637	25			25
Jordanie	6 795	141	6 445	(139)	6 447
Kenya	4 700				
Mali	6 326	11			11
Mauritanie	160		160	(103)	57
MENARID <sup>3</sup> suivi et évaluation	60		60	(29)	31
Maroc	6 348	40	5 998	(18)	6 020
Niger	150		150	(99)	51
Sri Lanka	7 270		6 920		6 920
Swaziland	100		100	(55)	45
Tunisie	5 350	40	5 000	(34)	5 006
Viet Nam	100		100	(65)	35
Non alloués		255	(255)		0
<b>Total</b>	<b>52 589</b>	<b>705</b>	<b>32 243</b>	<b>(1 776)</b>	<b>31 172</b>
Intérêts	277	1 114	480	(1 317)	277
<b>Total</b>	<b>52 866</b>	<b>1 819</b>	<b>32 723</b>	<b>(3 093)</b>	<b>31 449</b>
Fonds provenant de cofinanciers pour les activités du FEM	25		25	(25)	
<b>Total</b>	<b>52 891</b>	<b>1 819</b>	<b>32 748</b>	<b>(3 118)</b>	<b>31 449</b>

<sup>1</sup> Association des Nations de l'Asie du Sud-Est.

<sup>2</sup> Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification.

<sup>3</sup> MENARID = Programme d'investissement dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord.

## OPINION DU COMMISSAIRE AUX COMPTES



PricewaterhouseCoopers SpA

## AUDITORS' REPORT

The International Fund for Agricultural Development  
Rome

We have audited the accompanying consolidated Financial Statements (Appendices A, B, B1, C, D and D1) of the International Fund for Agricultural Development (the Fund) as at and for the year ended 31 December 2008. These financial statements are the responsibility of the Fund's management. Our responsibility is to express an opinion on these financial statements based on our audit.

We conducted our audit in accordance with International Standards on Auditing. Those standards require that we plan and perform the audit to obtain reasonable assurance about whether the financial statements are free of material misstatement. An audit includes examining, on a test basis, evidence supporting the amounts and disclosures in the financial statements. An audit also includes assessing the accounting principles used and significant estimates made by management, as well as evaluating the overall financial statement presentation. We believe that our audit provides a reasonable basis for our opinion.

In our opinion, the financial statements give a true and fair view of the consolidated financial position of the International Fund for Agricultural Development as of 31 December 2008, and of the results of its operations and its cash flows for the year then ended in accordance with International Financial Reporting Standards.

Rome, 15 April 2009

PricewaterhouseCoopers SpA

John McQuiston  
(Partner)

Sede legale e amministrativa: Milano 20149 Via Monte Rosa 91 Tel. 0277851 Fax 027785240 Cap. Soc. 3.754.400,00 Euro i.v., C.F. e P.IVA e Reg. Imp. Milano 12979880155 Iscritta al n. 43 dell'Albo Consob - Altri Uffici: **Bari** 70125 Viale della Repubblica 110 Tel. 0805429863 - **Bologna** 40122 Via delle Lame 111 Tel. 051526611 - **Brescia** 25124 Via Cefalonia 70 Tel. 0302219811 - **Firenze** 50129 Viale Milton 65 Tel. 0554627100 - **Genova** 16121 Piazza Dante 7 Tel. 01029041 - **Napoli** 80121 Piazza dei Martiri 30 Tel. 0817644441 - **Padova** 35137 Largo Europa 16 Tel. 0498762677 - **Palermo** 90141 Via Marchese Ugo 60 Tel. 091349797 - **Parma** 43100 Viale Tanara 20/A Tel. 0521242848 - **Roma** 00154 Largo Fochetti 29 Tel. 06570251 - **Torino** 10129 Corso Montevecchio 37 Tel. 011556771 - **Trento** 38100 Via Grazioli 73 Tel. 0461237004 - **Treviso** 31100 Viale Felissent 90 Tel. 0422696911 - **Trieste** 34125 Via Cesare Battisti 18 Tel. 0403480781 - **Udine** 33100 Via Poscolle 43 Tel. 043225789 - **Verona** 37122 Corso Porta Nuova 125 Tel. 0458002561

Fonds international de développement agricole  
Rome

Nous avons procédé à la vérification des états financiers consolidés (appendices A, B, B1, C, D et D1) du Fonds international de développement agricole (le Fonds) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2008. Ces états financiers relèvent de la responsabilité de la direction du Fonds. Notre responsabilité est d'émettre une opinion à leur sujet sur la base de notre vérification.

Notre vérification a été conduite selon les normes internationales de vérification comptable. Ces normes nous imposent de planifier et d'exécuter la vérification de manière à pouvoir raisonnablement assurer que les états financiers sont exempts d'inexactitudes matérielles. La vérification comprend l'examen, par sondage, des pièces justificatives des montants indiqués et des informations fournies dans les états financiers. Elle comprend aussi une évaluation des principes comptables appliqués et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une évaluation de la présentation générale des états financiers. Nous pensons que notre vérification nous permet de formuler une opinion avec un degré raisonnable de certitude.

À notre avis, les états financiers donnent une image fidèle de la situation financière consolidée du Fonds international de développement agricole au 31 décembre 2008, ainsi que des résultats de ses opérations et de ses mouvements de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, en accord avec les normes internationales d'information financière.

Rome, le 15 avril 2009

PricewaterhouseCoopers SpA  
John McQuiston  
(partenaire)

## INFORMATION COMPLÉMENTAIRE

## Bilan du FIDA sur la base de la valeur nominale en dollars des États-Unis, reconverti en droits de tirage spéciaux

Aux 31 décembre 2008 et 2007

Actifs	En milliers d'USD		En milliers de DTS	
	2008	2007	2008	2007
Liquidités et avoirs en banque (note 4)	263 681	264 530	171 802	167 857
Placements (note 4)	2 813 961	3 219 080	1 833 436	2 041 247
Billets à ordre à encaisser (note 5)	276 728	340 842	180 302	216 282
Contributions à recevoir (note 5)	211 617	355 812	137 879	225 780
Moins: provisions (note 6)	(168 485)	(168 485)	(109 776)	(106 912)
	319 860	528 169	208 404	335 150
Autres comptes débiteurs (note 7)	253 392	302 917	267 789	192 215
Actifs fixes (note 8)	996	0	649	
Encours des prêts (note 9 et appendice H)	5 020 941	4 911 615	3 271 394	3 116 665
Moins: provision cumulée pour dépréciation des prêts (note 9 a))	(133 103)	(173 990)	(86 723)	(110 406)
Moins: provision cumulée au titre de l'Initiative PPTE (note 11 b) et appendice I)	(160 337)	(148 004)	(104 468)	(93 915)
Encours net des prêts	4 727 501	4 589 621	3 080 203	2 912 344
<b>Total actif</b>	<b>8 379 391</b>	<b>8 094 317</b>	<b>5 562 283</b>	<b>5 648 814</b>

Passif et fonds propres	En milliers d'USD		En milliers de DTS	
	2008	2007	2008	2007
Comptes créditeurs et passif exigible (note 12)	816 239	1 157 885	634 512	733 316
Dons non décaissés (appendice H1)	149 239	76 848	97 236	48 764
Recettes reportées (note 13)	77 840	93 396	50 716	59 264
Total passif	1 043 318	1 328 129	782 465	841 344
<b>Fonds propres</b>				
Contributions				
Ordinaires	5 297 525	5 296 347	4 386 360	4 382 300
Spéciales	20 348	20 348	15 219	15 219
Total contributions (appendice G)	5 317 873	5 316 695	4 401 579	4 397 519
Réserve générale	95 000	95 000	61 899	60 282
Bénéfices non distribués intégralement engagés	1 923 199	2 164 493	316 341	349 669
Total fonds propres	7 336 072	7 576 188	4 779 817	4 807 470
<b>Total passif et fonds propres</b>	<b>8 379 391</b>	<b>8 094 317</b>	<b>5 562 282</b>	<b>5 648 814</b>

Le bilan du Fonds est établi en DTS étant donné que la majorité de ses actifs sont libellés en DTS et/ou dans des monnaies servant au calcul du DTS. Cet état est présenté uniquement pour information et est exprimé en valeurs nominales.

**État des ressources disponibles pour engagement (FIDA seulement)**

Pour les exercices clos les 31 décembre 2008 et 2007 (en milliers d'USD)

		2008	2007
<b>Avoirs disponibles en monnaies librement convertibles</b>	Liquidités	263 619	264 451
	Placements	2 813 473	2 401 751
	Billets à ordre	275 328	339 444
	Autres montants à recevoir <sup>1</sup>	<u>126 632<sup>1</sup></u>	69 840
		<b>3 479 052</b>	<b>3 075 486</b>
<b>Moins</b>	Montants à payer et passif exigible	816 387	256 804
	Mécanisme de financement du développement des programmes (MFDP), report	3 436	2 257
	Réserve générale	95 000	95 000
	Prêts entrés en vigueur non décaissés	2 266 063	2 286 987
	Prêts approuvés et signés mais non encore entrés en vigueur	249 789	280 246
	Dons non décaissés	149 239	76 848
		<b>3 579 914</b>	<b>2 998 142</b>
	Provision pour billets à ordre	80 898	80 898
		<b>3 660 811</b>	<b>3 079 040</b>
<b>Ressources disponibles pour engagement</b>		<b>(181 759)</b>	<b>(3 554)</b>
<b>Moins</b>	Prêts non encore signés	400 086	461 745
	Dons non encore signés	160 533	120 053
<b>Ressources nettes disponibles avant engagements anticipés</b>		<b>(742 378)</b>	<b>(585 352)</b>
<b>Engagements anticipés reportés au 1<sup>er</sup> janvier</b>		585 352	453 316
<b>Engagements anticipés approuvés aux sessions du Conseil d'administration au cours de l'exercice</b>		168 300	142 784
		<b>753 652</b>	<b>596 100</b>
<b>Moins</b>	Engagements anticipés couverts pendant l'exercice	<b>(11 274)</b>	<b>(10 748)</b>
<b>Engagements anticipés reportés au 31 décembre</b>		<b>742 378<sup>2</sup></b>	<b>585 352</b>
<b>Montant net des ressources disponibles pour engagement</b>		<b>-</b>	<b>-</b>

<sup>1</sup> Ce poste ne comprend pas les sommes exigibles au titre des fonds fiduciaires PPTE et AMACS du FIDA.<sup>2</sup> Le montant reporté au titre du PEA est largement inférieur au plafond de cinq ans de rentrées futures au titre des prêts (soit environ 1 380 millions d'USD) conformément à ce qui a été fixé dans la septième reconstitution.

**État des contributions**

Aux 31 décembre 2008 et 2007

**État récapitulatif des contributions**

	<i>En milliers d'USD</i>	
	<i>2008</i>	<i>2007</i>
Contributions initiales	1 017 314	1 017 314
Première reconstitution	1 016 372	1 016 372
Deuxième reconstitution	566 560	566 560
Troisième reconstitution	553 776	553 509
Quatrième reconstitution	361 395	361 394
Cinquième reconstitution	441 282	441 170
Sixième reconstitution	566 865	569 136
Septième reconstitution	590 523	588 145
Huitième reconstitution	691	
<b>Total FIDA</b>	<b>5 114 778</b>	<b>5 113 600</b>
PSA première phase	288 868	288 868
PSA deuxième phase	62 364	62 364
<b>Total PSA</b>	<b>351 232</b>	<b>351 232</b>
Contributions spéciales <sup>1</sup>	20 348	20 348
<b>Total des contributions aux reconstitutions</b>	<b>5 486 358</b>	<b>5 485 180</b>
États des contributions complémentaires		
Fonds belge de survie	67 228	65 331
Initiative PPTE	19 679	19 679
Autres contributions complémentaires	14 240	11 654
<b>Total contributions complémentaires</b>	<b>101 147</b>	<b>96 664</b>
Contributions à l'Initiative PPTE ne rentrant pas dans le cadre des contributions à la reconstitution des ressources	155 972	155 972
Contributions du FBS ne rentrant pas dans le cadre des contributions à la reconstitution des ressources	63 836	63 836
<b>État des contributions supplémentaires<sup>2</sup></b>		
Cofinancement des projets	185 495	177 100
Programme de cadres associés	31 443	29 846
Autres fonds supplémentaires	257 338	160 450
Fonds pour l'environnement mondial	52 893	21 460
<b>Total contributions supplémentaires</b>	<b>746 976</b>	<b>608 664</b>
<b>Total contributions</b>	<b>6 344 482</b>	<b>6 190 508</b>
Total des contributions réparti comme suit:		
<b>Total des contributions aux reconstitutions (cf. ci-dessus)</b>	<b>5 486 358</b>	<b>5 485 180</b>
Moins provisions	(168 485)	(168 485)
Total net des contributions aux reconstitutions	5 317 873	5 316 695
Moins ajustement sur la base de la juste valeur	(16 157)	(36 851)
<b>Total des contributions aux reconstitutions sur la base de la juste valeur</b>	<b>5 301 716</b>	<b>5 279 844</b>

<sup>1</sup> Y compris la contribution spéciale de l'Islande avant son admission.<sup>2</sup> Y compris les intérêts perçus en vertu de chaque accord.

**État des contributions**

Aux 31 décembre 2008 et 2007

**État des contributions des membres<sup>1</sup>**

	<i>Contributions initiales et contributions à la première, deuxième, troisième, quatrième, cinquième et sixième reconstitution des ressources (équivalent en milliers d'USD)</i>	<i>Septième reconstitution</i>					<i>Total</i>
		<i>Instruments déposés</i>			<i>Paiements (équivalent en milliers d'USD)</i>		
		<i>Monnaie</i>	<i>Montant (en milliers)</i>	<i>Équivalent en milliers d'USD</i>	<i>Liquidités</i>	<i>Billets à ordre</i>	
<b>États membres</b>							
Albanie	<b>30</b>	USD	10	10	10	0	10
Algérie	<b>51 330</b>	USD	1 100	1 100	715	385	1 100
Angola	<b>260</b>						
Argentine	<b>7 900</b>						
Arménie	<b>11</b>	USD	7	7	7	0	7
Australie <sup>2</sup>	<b>37 247</b>						
Autriche	<b>42 808</b>	EUR	8 797	12 652	8 495	4 157	12 652
Azerbaïdjan	<b>100</b>						
Bangladesh	<b>3 756</b>	USD	600	600	390	210	600
Barbade	<b>10</b>						
Belgique	<b>73 540</b>	EUR	9 810	13 914	9 369	0	9 369
Belize	<b>205</b>						
Bénin	<b>197</b>						
Bhoutan	<b>105</b>	USD	30	30	30	0	30
Bolivie	<b>1 200</b>	USD	300	300	0	0	0
Bosnie-Herzégovine	<b>0</b>	USD	75	75	75	0	75
Botswana	<b>335</b>	USD	50	50	50	0	50
Brésil <sup>3</sup>	<b>44 020</b>	USD	7 916	7 916	0	7 916	7 916
Burkina Faso	<b>159</b>	USD	100	100	100	0	100
Burundi	<b>70</b>	USD	10	10	10	0	10
Cambodge	<b>420</b>	USD	210	210	210	0	210
Cameroun	<b>855</b>	USD	794	794	794	0	794
Canada	<b>169 828</b>	CAD	37 277	33 618	33 618	0	33 618
Cap-Vert	<b>26</b>						
République centrafricaine	<b>11</b>						
Chili	<b>700</b>	USD	100	100	100	0	100
Chine	<b>40 839</b>	USD	16 000	16 000	11 000	0	11 000
Colombie	<b>470</b>	USD	170	170	170	0	170
Comores <sup>4</sup>	<b>33</b>						
Congo	<b>451</b>	USD	300	300	300	0	300
Îles Cook	<b>5</b>						
Côte d'Ivoire	<b>1 559</b>						
Cuba	<b>9</b>						
Chypre	<b>162</b>	USD	30	30	30	0	30
République populaire démocratique de Corée <sup>4</sup>	<b>800</b>						
République démocratique du Congo	<b>1 180</b>						
Danemark	<b>113 350</b>	DKK	60 000	11 565	7 830	0	7 830
Djibouti	<b>6</b>						
Dominique	<b>51</b>						
République dominicaine	<b>88</b>						
Équateur	<b>791</b>						
Égypte <sup>3</sup>	<b>14 409</b>	USD	3 000	3 000	900	2 100	3 000
El Salvador	<b>100</b>						
Érythrée	<b>20</b>						
Éthiopie	<b>191</b>	USD	30	30	30	0	30

**État des contributions**

Aux 31 décembre 2008 et 2007

**État des contributions des membres<sup>1</sup>**

	<i>Contributions initiales et contributions à la première, deuxième, troisième, quatrième, cinquième et sixième reconstitution des ressources (équivalent en milliers d'USD)</i>	<i>Septième reconstitution</i>					
		<i>Instruments déposés</i>			<i>Paiements (équivalent en milliers d'USD)</i>		
		<i>Monnaie</i>	<i>Montant (en milliers)</i>	<i>Équivalent en milliers d'USD</i>	<i>Liquidités</i>	<i>Billets à ordre</i>	<i>Total</i>
Fidji	<b>194</b>	USD	10	10	10	0	10
Finlande	<b>31 526</b>	EUR	6 516	9 080	5 583	0	5 583
France <sup>3</sup>	<b>206 991</b>	EUR	24 000	33 361	0	22 241	22 241
Gabon	<b>3 282</b>	EUR	11	15	15	0	15
Gambie	<b>45</b>						
Allemagne <sup>3</sup>	<b>295 873</b>	USD	40 000	40 000	12 000	14 000	26 000
Ghana	<b>1 266</b>	USD	400	400	400	0	400
Grèce	<b>2 950</b>	USD	1 246	1 246	1 246	0	1 246
Grenade	<b>75</b>						
Guatemala <sup>3</sup>	<b>793</b>	USD	250	250	0	0	0
Guinée	<b>260</b>	USD	70	70	70	0	70
Guinée-Bissau	<b>30</b>						
Guyana	<b>635</b>						
Haiti	<b>107</b>						
Honduras	<b>801</b>						
Islande	<b>5</b>	USD	300	300	300	0	300
Inde	<b>62 812</b>	USD	17 000	17 000	11 000	0	11 000
Indonésie	<b>41 959</b>	USD	5 000	5 000	3 000	0	3 000
Iran (République islamique d') <sup>4</sup>	<b>128 750</b>						
Iraq <sup>4</sup>	<b>53 099</b>	USD	1 340	1 340	1 340	0	1 340
Irlande <sup>5</sup>	<b>6 411</b>	EUR	6 000	8 541	6 915	0	6 915
Irlande <sup>5</sup>	<b>0</b>	EUR	891	1 154	0	0	0
Israël	<b>300</b>						
Italie	<b>224 023</b>						
Jamaïque	<b>326</b>						
Japon	<b>324 600</b>	JPY	3 635 719	36 430	16 376	20 054	36 430
Jordanie	<b>740</b>	USD	100	100	100	0	100
Kenya	<b>4 518</b>	USD	66	66	66	0	66
Kiribati	<b>5</b>						
Koweït	<b>153 041</b>	USD	8 000	8 000	5 200	2 800	8 000
République démocratique populaire lao	<b>154</b>						
Liban	<b>115</b>	USD	80	80	80	0	80
Lesotho	<b>289</b>	USD	100	100	100	0	100
Libéria	<b>39</b>						
Jamahiriya arabe libyenne <sup>4</sup>	<b>52 000</b>						
Luxembourg	<b>2 506</b>	EUR	650	934	618	316	934
Madagascar	<b>280</b>	USD	97	97	97	0	97
Malawi	<b>73</b>						
Malaisie	<b>1 000</b>	USD	125	125	125	0	125
Maldives	<b>51</b>						
Mali	<b>63</b>	USD	127	127	127	0	127
Malte	<b>55</b>						
Mauritanie <sup>4</sup>	<b>50</b>						
Maurice	<b>270</b>						
Mexique	<b>30 131</b>	USD	3 000	3 000	2 000	0	2 000

**État des contributions**

Aux 31 décembre 2008 et 2007

**État des contributions des membres<sup>1</sup>**

	<i>Contributions initiales et contributions à la première, deuxième, troisième, quatrième, cinquième et sixième reconstitution des ressources (équivalent en milliers d'USD)</i>	<i>Septième reconstitution</i>					
		<i>Instruments déposés</i>			<i>Paiements (équivalent en milliers d'USD)</i>		
		<i>Monnaie</i>	<i>Montant (en milliers)</i>	<i>Équivalent en milliers d'USD</i>	<i>Liquidités</i>	<i>Billets à ordre</i>	<i>Total</i>
Maroc	<b>6 245</b>	USD	300	300	150	150	300
Mozambique	<b>320</b>	USD	80	80	80	0	80
Myanmar	<b>250</b>						
Namibie	<b>340</b>	USD	20	20	20	0	20
Népal	<b>160</b>						
Pays-Bas <sup>3</sup>	<b>224 811</b>	EUR	32 000	46 032	30 741	15 291	46 032
Nouvelle-Zélande	<b>7 991</b>						
Nicaragua	<b>99</b>	USD	20	20	20	0	20
Niger	<b>175</b>						
Nigéria	<b>101 459</b>	USD	5 000	5 000	2 500	0	2 500
Norvège	<b>144 750</b>	NOK	209 482	35 137	25 163	0	25 163
Oman	<b>200</b>	USD	50	50	50	0	50
Pakistan	<b>10 934</b>	USD	4 000	4 000	2 412	1 588	4 000
Panama	<b>166</b>	USD	25	25	25	0	25
Papouasie-Nouvelle-Guinée	<b>170</b>						
Paraguay	<b>617</b>						
Pérou	<b>760</b>	USD	200	200	200	0	200
Philippines	<b>1 778</b>	USD	200	200	24	0	24
Portugal	<b>3 089</b>	EUR	873	1 263	838	425	1 263
Qatar	<b>29 980</b>	USD	10 000	10 000	7 000	0	7 000
République de Corée	<b>10 239</b>	USD	3 000	3 000	2 000	0	2 000
République de Moldova	<b>6</b>	USD	13	13	13	0	13
Roumanie	<b>151</b>	USD	100	100	50	0	50
Rwanda	<b>164</b>						
Saint-Kitts-et-Nevis	<b>20</b>						
Sainte-Lucie	<b>22</b>						
Samoa	<b>50</b>						
Sao Tomé-et-Principe <sup>4</sup>	<b>10</b>						
Arabie saoudite	<b>379 778</b>	USD	10 000	10 000	6 500	3 500	10 000
Sénégal	<b>271</b>	USD	113	113	113	0	113
Seychelles	<b>20</b>						
Sierra Leone	<b>37</b>						
Îles Salomon	<b>10</b>						
Somalie	<b>10</b>						
Afrique du Sud	<b>500</b>						
Espagne	<b>12 700</b>	EUR	24 000	35 089	35 089	0	35 089
Sri Lanka	<b>6 884</b>						
Soudan	<b>889</b>						
Swaziland	<b>238</b>	USD	35	35	35	0	35
Suède	<b>164 544</b>	SEK	251 400	37 149	37 149	0	37 149
Suisse <sup>3</sup>	<b>95 495</b>	CHF	21 323	20 034	0	13 341	13 341
République arabe syrienne	<b>967</b>	USD	350	350	350	0	350
Thaïlande	<b>750</b>	USD	150	150	150	0	150
Togo	<b>35</b>						
Tonga	<b>55</b>						
Tunisie	<b>2 578</b>	USD	600	600	400	0	400
Turquie	<b>15 336</b>	USD	900	900	900	0	900



**État des contributions**

Aux 31 décembre 2008 et 2007

**Programme spécial pour l'Afrique**

	<i>Première phase</i>			<i>Deuxième phase</i>		
	<i>Instruments déposés</i>			<i>Instruments déposés</i>		
	<i>Monnaie</i>	<i>Montant</i>	<i>Équivalent en milliers d'USD</i>	<i>Montant</i>	<i>Équivalent en milliers d'USD</i>	<i>Total</i>
Australie	AUD	500	389			389
Belgique	EUR	31 235	34 975	11 155	12 263	47 238
Danemark	DKK	120 000	18 673			18 673
Djibouti	USD	1	1			1
Union européenne	EUR	15 000	17 619			17 619
Finlande	EUR	9 960	12 205			12 205
France	EUR	32 014	37 690	3 811	4 008	41 698
Allemagne	EUR	14 827	17 360			17 360
Grèce	USD	37	37	40	40	77
Guinée	USD	25	25			25
Irlande	EUR	380	418	253	289	707
Italie	EUR	15 493	23 254	5 132	6 785	30 039
Italie	USD	10 000	10 000			10 000
Japon	JPY	2 553 450	21 474			21 474
Koweït	USD		0	15 000	15 000	15 000
Luxembourg	EUR	247	266			266
Mauritanie <sup>1</sup>	USD	25	25			25
Pays-Bas	EUR	15 882	16 174	8 848	9 533	25 707
Nouvelle-Zélande	NZD	500	252			252
Niger	EUR	15	18			18
Nigéria	USD		0	250	250	250
Norvège	NOK	138 000	19 759			19 759
Espagne	USD	1 000	1 000			1 000
Suède	SEK	131 700	19 055	25 000	4 196	23 251
Suisse	CHF	25 000	17 049			17 049
Royaume-Uni	GBP	7 000	11 150			11 150
États-Unis	USD	10 000	10 000	10 000	10 000	20 000
<b>31 décembre 2008</b>			<b>288 868</b>		<b>62 364</b>	<b>351 232</b>
31 décembre 2007			288 868		62 364	351 232

<sup>1</sup> Voir appendice D, note 6 a).

**État des contributions**

Aux 31 décembre 2008 et 2007

**État des contributions aux reconstitutions reçues des États membres en 2008<sup>1</sup>**

(en milliers d'USD)

<i>États membres</i>	<i>Instruments déposés<sup>2,3</sup></i>	<i>Billets à ordre déposés<sup>3</sup></i>	<i>Paiements</i>	
			<i>Liquidités</i>	<i>Billets à ordre encaissés</i>
<b>Troisième reconstitution</b>				
Gabon			281	
<b>Total</b>			<b>281</b>	
<b>Cinquième reconstitution</b>				
Paraguay			12	
Uruguay			100	
<b>Total</b>			<b>112</b>	
<b>Sixième reconstitution</b>				
Brésil				2 639
Congo			100	
Égypte				1 050
France				12 604
Ghana			300	
Allemagne				14 000
Pays-bas				9 560
Nigéria			19	
Suisse				7 183
Royaume-Uni		10 892		17 959
<b>Total</b>		<b>10 892</b>	<b>419</b>	<b>64 995</b>
<b>Septième reconstitution</b>				
Algérie				385
Arménie			4	
Autriche				4 574
Bangladesh				210
Belgique			4 664	
Botswana			25	
Burundi			10	
Canada		12 297		10 493
Chine			5 000	
Congo			300	
Chypre			30	
Danemark		4 120		4 215
Fidji			10	
Finlande			2 963	
France		10 144		
Allemagne				12 000
Ghana			400	
Grèce			646	
Islande			200	
Indonésie			3 000	
Iraq			670	
Irlande			3 127	
Japon				8 405
Jordanie			100	
Koweït				2 800
Liban			80	
Luxembourg				356
Malaisie			125	
Mexique			1 000	

**État des contributions**

Aux 31 décembre 2008 et 2007

**État des contributions aux reconstitutions reçues des États membres en 2008<sup>1</sup>**

(en milliers d'USD)

<i>États membres</i>	<i>Instruments déposés<sup>2,3</sup></i>	<i>Billets à ordre déposés<sup>3</sup></i>	<i>Paiements</i>	
			<i>Liquidités</i>	<i>Billets à ordre encaissés</i>
Maroc	300	300		150
Pays-Bas				17 430
Nicaragua			8	
Nigéria			2 500	
Norvège			13 570	
Pakistan				1 079
Panama			8	
Pérou	200		200	
Philippines	200			
Portugal		461		477
République de Corée			1 000	
République de Moldova			3	
Roumanie			50	
Arabie saoudite				3 500
Swaziland			15	
Suède				12 433
Suisse		6 411		
Thaïlande			150	
Tunisie			200	
Turquie			400	
Ouganda			45	
Émirats arabes unis			650	
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord		14 380		
États-Unis		25 636		15 429
Uruguay			100	
Venezuela (République bolivarienne du)	15 000	15 000		7 500
Viet Nam			200	
Zambie			100	
<b>Total</b>	<b>15 700</b>	<b>88 749</b>	<b>41 553</b>	<b>101 436</b>
<b>Huitième reconstitution</b>				
Azerbaïdjan			100	
Cameroun			381	
Équateur			50	
Madagascar			160	
<b>Total</b>			<b>691</b>	
<b>Total général</b>	<b>15 700</b>	<b>99 641</b>	<b>43 056</b>	<b>166 431</b>

<sup>1</sup> Les montants étant exprimés en milliers d'USD, le paiement effectué par le Tadjikistan (200 USD) n'apparaît pas.<sup>2</sup> Les instruments déposés comprennent également les équivalents comptabilisés au titre des versements en espèces ou des tirages sur billets à ordre lorsque ces paiements n'étaient pas assortis d'un instrument de contribution.<sup>3</sup> Les instruments et billets à ordre libellés dans des monnaies autres que le dollar des États-Unis sont convertis dans cette monnaie à la date où ils sont déposés.

## État des prêts

## 1. FIDA: Encours des prêts

Aux 31 décembre 2008 et 2007

Emprunteur ou garant	Prêts approuvés moins annulations	Prêts non entrés en vigueur	Prêts entrés en vigueur			Encours des prêts
			Fraction non décaissée	Fraction décaissée	Remboursements	
<b>Prêts (en milliers d'USD)<sup>1</sup></b>						
Bangladesh	30 000			30 000	15 000	15 000
Cap-Vert	2 003			2 003	1 002	1 002
Haïti	3 500			3 500	1 794	1 706
Népal	11 538			11 538	5 779	5 760
Sri Lanka	12 000			12 000	6 300	5 700
République-Unie de Tanzanie	9 488			9 488	4 863	4 626
<b>Sous-total<sup>1</sup></b>	<b>68 530</b>			<b>68 530</b>	<b>34 737</b>	<b>33 793</b>
Ajustement de change sur les prêts en USD	3 087			3 087	3 250	162
<b>Sous-total - prêts en USD<sup>1</sup></b>	<b>71 617</b>			<b>71 617</b>	<b>37 986</b>	<b>33 631</b>
<b>Prêts (en milliers de DTS)<sup>1</sup></b>						
Albanie	35 087	5 860	3 737	25 491	1 817	23 674
Algérie	613			613	95	518
Angola	17 250	5 250	275	11 725	847	10 878
Argentine	50 595	13 100	20 855	16 641	11 913	4 728
Arménie	45 649		7 175	38 474	948	37 526
Azerbaïdjan	32 659	10 850	4 113	17 697	421	17 276
Bangladesh <sup>2</sup>	276 395		67 424	208 971	44 392	164 579
Belize	3 067	2 050		1 017	695	323
Bénin	72 753		11 905	60 848	12 116	48 732
Bhoutan	27 030		6 216	20 814	3 511	17 303
Bolivie	53 029	4 800	4 590	43 639	14 626	29 014
Bosnie-Herzégovine	40 257	7 500	7 957	24 801	1 033	23 768
Brésil	80 450	15 450	19 882	45 118	25 875	19 243
Burkina Faso	76 058		25 843	50 215	6 506	43 710
Burundi <sup>2</sup>	41 689		7 758	33 931	7 677	26 254
Cambodge	27 778		3 417	24 361	258	24 103
Cameroun	41 593	8 300	9 684	23 608	3 951	19 657
Cap-Vert	13 490		5 083	8 407	1 083	7 324
République centrafricaine	23 044			23 044	1 758	21 286
Tchad	26 150		18 627	7 523		7 523
Chine	381 977	21 438	68 177	292 362	43 387	248 975
Colombie	23 345		9 074	14 270	6 741	7 530
Comores	4 182			4 182	937	3 245
Congo	13 950		8 755	5 195		5 195
Costa Rica	9 250	5 850		3 400	2 611	789
Côte d'Ivoire	21 997		10 620	11 377	1 704	9 673
Cuba	10 581			10 581	2 273	8 308
République populaire démocratique de Corée	50 496			50 496	5 713	44 784
République démocratique du Congo	39 693		18 577	21 116	3 905	17 211
Djibouti	4 462		1 694	2 768	665	2 103
Dominique	2 902			2 902	1 410	1 492
République dominicaine	12 969		23	12 946	5 300	7 646
Équateur	32 226		8 931	23 294	14 083	9 211
Égypte	134 705		20 682	114 023	35 276	78 747
El Salvador	73 010	19 450	4 849	48 710	20 465	28 245
Guinée équatoriale	5 794			5 794	1 225	4 569
Érythrée	24 950		8 264	16 686	998	15 689
Éthiopie	142 024		35 311	106 714	17 756	88 957
Gabon	8 593		3 800	4 793	4 793	-
Gambie	29 214		6 073	23 142	3 997	19 145
Géorgie	16 468		7 244	9 224	288	8 936
Ghana	108 627	4 050	36 583	67 994	9 765	58 229
Grenade	3 250		1 779	1 471	542	930
Guatemala	75 161	12 100	33 592	29 468	15 993	13 475
Guinée-Bissau	5 117			5 117	732	4 385
Guinée	74 549		22 437	52 112	8 092	44 019
Guyana	8 523	1 850		6 673	487	6 186
Haïti	60 852		23 035	37 816	8 590	29 226
Honduras	68 991		9 329	59 663	4 752	54 911
Inde	416 238	30 800	98 407	287 031	81 825	205 205
Indonésie <sup>2</sup>	138 349	42 033	16 498	79 817	29 517	50 300
Jordanie	32 255		5 642	26 612	11 672	14 940

## État des prêts

Emprunteur ou garant	Prêts approuvés moins annulations	Prêts non entrés en vigueur	Prêts entrés en vigueur			
			Fraction non décaissée	Fraction décaissée	Remboursements	Encours des prêts
Kenya	81 761	4 000	41 088	36 673	6 012	30 661
Kirghizistan	7 097			7 097	380	6 717
République démocratique populaire lao	49 573		8 419	41 154	4 745	36 409
Liban	14 533			14 533	10 267	4 267
Lesotho	24 164		4 964	19 201	3 282	15 919
Libéria	10 180			10 180		10 180
Madagascar <sup>2</sup>	99 772	11 450	25 216	63 107	11 251	51 856
Malawi <sup>2</sup>	70 241	5 350	9 461	55 430	13 269	42 161
Maldives	10 894	2 350	2 580	5 963	1 418	4 546
Mali	78 365		15 737	62 628	10 839	51 789
Mauritanie	41 467		10 828	30 639	5 393	25 246
Maurice	11 650	3 450	2 719	5 481	2 187	3 295
Mexique	53 300		31 924	21 376	12 752	8 624
Mongolie	13 705		2 813	10 892	208	10 683
Maroc	76 559		36 268	40 291	24 494	15 797
Mozambique <sup>2</sup>	113 558	19 100	24 158	70 300	10 258	60 042
Namibie	4 200			4 200	2 520	1 680
Népal	72 562		18 249	54 313	15 801	38 512
Nicaragua	39 213		14 035	25 178	1 549	23 629
Niger	46 340	5 400	14 427	26 513	4 791	21 722
Nigéria	118 011	45 400	28 577	44 034	8 817	35 216
Pakistan <sup>2</sup>	254 392		68 361	186 031	74 231	111 800
Panama	39 143	2 600	14 222	22 321	15 766	6 554
Papouasie-Nouvelle-Guinée	3 901			3 901	2 834	1 067
Paraguay	19 808		7 072	12 736	10 062	2 674
Pérou	54 950	9 050	5 366	40 534	19 673	20 861
Philippines	84 196	10 685	30 671	42 840	9 130	33 709
République de Moldova	33 300	8 100	4 746	20 454		20 454
Roumanie	12 400			12 400	4 133	8 267
Rwanda <sup>2</sup>	84 816		15 577	69 239	9 408	59 831
Sainte-Lucie	1 242			1 242	698	544
Saint-Vincent-et-les Grenadines	1 484			1 484	1 157	327
Sao Tomé-et-Principe	13 761		5 206	8 554	1 470	7 084
Sénégal	71 511	9 100	10 380	52 031	4 041	47 990
Seychelles	824			824	743	81
Sierra Leone	26 500		5 098	21 402	7 954	13 448
Îles Salomon	2 519			2 519	809	1 710
Somalie	19 618			19 618	941	18 677
Sri Lanka	112 505		47 953	64 552	15 124	49 428
Soudan <sup>2</sup>	129 500		37 037	92 463	20 654	71 808
Swaziland	20 403	4 050	5 686	10 667	5 157	5 510
République arabe syrienne	61 368		28 659	32 709	24 271	8 438
Ex-République yougoslave de Macédoine	11 758		37	11 721	465	11 257
Togo	17 565			17 565	1 774	15 791
Tonga	4 837			4 837	1 129	3 708
Tunisie	43 948		14 198	29 750	12 921	16 829
Turquie	42 620		18 523	24 097	17 909	6 188
Ouganda <sup>2</sup>	132 820		48 706	84 114	16 340	67 774
République-Unie de Tanzanie	164 058	37 650	33 200	93 208	6 779	86 429
Uruguay	18 880		3 983	14 897	10 393	4 504
Venezuela (République bolivarienne du)	33 621	8 800	9 836	14 984	10 873	4 111
Viet Nam	130 460	14 110	47 980	68 370	2 812	65 558
Yémen <sup>2</sup>	139 236	12 050	22 110	105 076	27 361	77 715
Zambie	79 004		16 266	62 738	10 712	52 025
Zimbabwe	32 176			32 176	15 605	16 571
<b>Total</b>	<b>5 958 117</b>	<b>423 426</b>	<b>1 476 253</b>	<b>4 058 438</b>	<b>998 580</b>	<b>3 059 859</b>
Fonds pour Gaza et la Cisjordanie <sup>3</sup>	2 513			2 513		2 513
<b>Équivalent en USD</b>	<b>9 144 528</b>	<b>649 875</b>	<b>2 265 755</b>	<b>6 228 898</b>	<b>1 424 632</b>	<b>4 804 266</b>
Ajustement de change sur les remboursements de prêts en DTS	(107 993)			(107 993)		(107 993)
<b>Sous-total en USD des prêts en DTS au 31 décembre 2008</b>	<b>9 036 535</b>	<b>649 875</b>	<b>2 265 755</b>	<b>6 120 905</b>	<b>1 424 632</b>	<b>4 696 273</b>
<b>Total valeur nominale des prêts en USD au 31 décembre 2008</b>	<b>9 108 152</b>	<b>649 875</b>	<b>2 265 755</b>	<b>6 192 508</b>	<b>1 462 618</b>	<b>4 729 904</b>
Ajustement sur la base de la juste valeur						(1 129 484)
<b>Total USD sur la base de la juste valeur au 31 décembre 2008</b>						<b>3 600 420</b>
<b>Total USD en valeur nominale au 31 décembre 2007</b>	<b>8 257 916</b>	<b>787 202</b>	<b>2 089 191</b>	<b>5 381 523</b>	<b>1 218 163</b>	<b>4 599 459</b>
Ajustement sur la base de la juste valeur						(1 212 961)
<b>Total USD en juste valeur au 31 décembre 2007</b>						<b>3 386 498</b>

## État des prêts

2. FIDA: État récapitulatif des prêts approuvés en valeur nominale<sup>1</sup>

Aux 31 décembre 2008 et 2007

	Prêts approuvés en milliers de DTS				Valeur en milliers d'USD				Variation du taux de change DTS/USD	Au 31 décembre 2008
	Au 1 <sup>er</sup> janvier 2008	Prêts annulés	Prêts intégralement remboursés	Au 31 décembre 2008	Au 1 <sup>er</sup> janvier 2008	Prêts annulés	Prêts intégralement remboursés			
1978	USD	68 530			68 530					68 530
1979	DTS	201 486			201 486				(8 285)	309 241
1980	DTS	187 228			187 228				(7 698)	287 358
1981	DTS	188 716			188 716				(7 760)	289 642
1982	DTS	103 110			103 110				(4 240)	158 253
1983	DTS	143 589			143 589				(5 904)	220 381
1984	DTS	131 907			131 907				(5 424)	202 451
1985	DTS	60 332			60 332				(2 481)	92 598
1986	DTS	23 664			23 664				(973)	36 320
1987	DTS	61 542		(17 749)	43 793				(2 531)	67 214
1988	DTS	80 306			80 306				(3 302)	123 254
1989	DTS	108 137			108 137				(4 446)	165 969
1990	DTS	100 885			100 885				(4 148)	154 838
1991	DTS	127 804			127 804				(5 255)	196 154
1992	DTS	150 231			150 231				(6 177)	230 575
1993	DTS	168 966			168 966				(6 948)	259 329
1994	DTS	182 760	(3 057)		179 703		(4 692)		(7 515)	275 808
1995	DTS	227 160	(5 288)		221 872		(8 116)		(9 340)	340 530
1996	DTS	240 241	(5 659)		234 582		(8 685)		(9 878)	360 037
1997	DTS	274 973	(5 389)		269 584		(8 271)		(11 306)	413 758
1998	DTS	280 517	(9 791)		270 726		(15 027)		(11 534)	415 511
1999	DTS	314 144	(5 974)		308 170		(9 169)		(12 917)	472 980
2000	DTS	305 904	(29)		305 875		(45)		(12 578)	469 457
2001	DTS	288 597	(94)		288 503		(144)		(11 867)	442 795
2002	DTS	246 100			246 100				(10 119)	377 715
2003	DTS	274 402	(691)		273 711		(1 061)		(11 283)	420 092
2004	DTS	275 750			275 750				(11 338)	423 222
2005	DTS	324 810			324 810				(13 356)	498 519
2006	DTS	350 350			350 350				(14 406)	537 718
2007	DTS	300 330	(7 100)		293 230		(10 897)		(12 349)	450 050
2008	DTS				295 006					452 776
<b>Total</b>	<b>DTS</b>	<b>5 723 941</b>	<b>(43 072)</b>	<b>(17 749)</b>	<b>5 958 126</b>	<b>9 020 474</b>	<b>(66 107)</b>	<b>(27 241)</b>	<b>(235 358)</b>	<b>9 144 545</b>
<b>Total</b>	<b>USD</b>	<b>68 530</b>			<b>68 530</b>	<b>68 530</b>				<b>68 530</b>
<b>Ajustement de change sur les prêts décaissés</b>					<b>(9)</b>	<b>(149 186)</b>				<b>(176 540)</b>
<b>Total</b>					<b>5 958 117</b>	<b>8 939 817</b>				<b>9 036 535</b>

## 3. FIDA: Structure des échéances de l'encours des prêts en valeur nominale, selon la durée résiduelle

Aux 31 décembre 2008 et 2007 (en milliers d'USD)

Durée résiduelle	2008	2007
moins de 1 an	259 822	245 100
1-2 ans	191 292	182 251
2-3 ans	197 351	190 626
3-4 ans	201 441	188 824
4-5 ans	195 933	194 184
5-10 ans	1 014 728	979 048
10-15 ans	869 893	834 240
16-20 ans	764 761	727 740
21-25 ans	612 656	611 894
Plus de 25 ans	422 027	445 552
<b>Total</b>	<b>4 729 904</b>	<b>4 599 459</b>

<sup>1</sup> Les prêts approuvés en 1978 étaient libellés en dollars des États-Unis et sont remboursables dans les monnaies qui ont servi aux retraits. Depuis 1979, les prêts sont libellés en DTS et leur montant cumulé est converti dans le bilan. Au 31 décembre 2008, le taux de conversion DTS/USD utilisé pour le calcul était de 1/1,57591. Étant donné que les prêts ont été chiffrés au 31 décembre 2007 au taux alors en vigueur de 1/1,50387, leur valeur en dollars des États-Unis a augmenté de 870 013 000 USD du fait de l'évolution des taux de change entre le 31 décembre 2007 et le 31 décembre 2008 (entre 2005 et 2006, la valeur des prêts en dollars des États-Unis avait diminué de 408 091 000 USD).

<sup>2</sup> Les remboursements incluent la contribution des Pays-Bas et de la Norvège à des prêts particuliers consentis à ces pays, ce qui s'est traduit par des remboursements partiels anticipés et par une augmentation correspondante des ressources disponibles pour engagement.

<sup>3</sup> Le montant du prêt accordé au fonds pour Gaza et la Cisjordanie est inclus dans le total ci-dessus. Voir appendice D, note 2 e) ii).

## État des prêts

### 4. FIDA: État récapitulatif de l'encours des prêts en valeur nominale, selon les conditions de prêt

Aux 31 décembre 2008 et 2007 (en milliers d'USD)

	2008	2007
Conditions particulièrement favorables	4 325 782	4 192 976
Conditions intermédiaires	263 894	282 500
Conditions ordinaires	140 228	123 983
<b>Total</b>	<b>4 729 904</b>	<b>4 599 459</b>

### 5. Structure des échéances des prêts non décaissés en valeur nominale

Aux 31 décembre 2008 et 2007 (en milliers d'USD)

<i>Durée résiduelle</i>	2008	2007
Moins de 1 an	488 682	500 181
1-2 ans	465 716	477 482
2-3 ans	427 684	439 001
3-4 ans	377 225	392 392
4-5 ans	316 133	331 138
5-10 ans	784 806	823 594
Plus de 10 ans	55 387	64 172
<b>Total</b>	<b>2 915 633</b>	<b>3 027 960</b>

## État des prêts

### 6. Programme spécial pour l'Afrique: État des prêts en valeur nominale

Aux 31 décembre 2008 et 2007

<i>Emprunteur ou garant</i>	<i>Prêts approuvés moins annulations</i>	<i>Fraction non décaissée</i>	<i>Fraction décaissée</i>	<i>Remboursements</i>	<i>Encours des prêts</i>
<b>Prêts (en milliers de DTS)</b>					
Angola	2 767	55	2 712	335	2 378
Burkina Faso	10 546		10 546	2 227	8 319
Burundi	4 494		4 494	637	3 858
Cap-Vert	2 183		2 183	476	1 707
Tchad	9 617		9 617	1 765	7 852
Comores	2 289		2 289	269	2 020
Djibouti	114		114	26	88
Éthiopie	6 660		6 660	1 910	4 750
Gambie	2 638		2 638	594	2 045
Ghana	22 321		22 321	4 602	17 719
Guinée-Bissau	2 126		2 126	80	2 047
Guinée	10 762		10 762	2 690	8 071
Kenya	12 387	146	12 241	2 233	10 008
Lesotho	7 481		7 481	1 593	5 888
Madagascar	1 098		1 098	128	970
Malawi	5 777		5 777	723	5 054
Mali	10 193		10 193	2 678	7 515
Mauritanie	19 020		19 020	4 224	14 797
Mozambique	8 291		8 291	2 384	5 907
Niger	11 119		11 119	2 959	8 160
Sénégal	23 234		23 234	4 715	18 519
Sierra Leone	1 505		1 505	226	1 279
Soudan	26 012		26 012	5 548	20 465
Ouganda	8 124		8 124	2 234	5 890
République-Unie de Tanzanie	6 789		6 789	1 528	5 262
Zambie	8 607		8 607	2 357	6 249
<b>Total</b>	<b>226 157</b>	<b>201</b>	<b>225 956</b>	<b>49 141</b>	<b>176 815</b>
<b>Équivalent en USD</b>	<b>347 105</b>	<b>308</b>	<b>346 797</b>	<b>75 422</b>	<b>271 375</b>
Ajustement de change sur les remboursements de prêts en DTS	(4 879)		(4 879)	(4 879)	
<b>Total en USD en valeur nominale au 31 décembre 2008</b>	<b>342 226</b>	<b>308</b>	<b>341 918</b>	<b>70 543</b>	<b>271 375</b>
Ajustement sur la base de la juste valeur					(113 850)
<b>Total en USD en juste valeur au 31 décembre 2008</b>					<b>157 525</b>
<b>Total en USD en valeur nominale au 31 décembre 2007</b>	<b>349 425</b>	<b>1 017</b>	<b>348 408</b>	<b>61 305</b>	<b>287 103</b>
Ajustement sur la base de la juste valeur					(117 887)
<b>Total en USD en juste valeur au 31 décembre 2007</b>					<b>169 216</b>

### 7. Programme spécial pour l'Afrique: État récapitulatif des prêts approuvés en valeur nominale<sup>1</sup>

Aux 31 décembre 2008 et 2007

<i>Prêts approuvés en milliers de DTS</i>				<i>Valeur en milliers d'USD</i>			
		<i>Au 1<sup>er</sup> janvier 2008</i>	<i>Prêts 31 décembre 200 annulés</i>	<i>Au 1<sup>er</sup> janvier 2008</i>	<i>Prêts annulés</i>	<i>Variation de change DTS/USD</i>	<i>Au 31 décembre 2008</i>
1986	DTS	24 902	24 902	39 244		(1 024)	38 220
1987	DTS	41 292	41 292	65 073		(1 698)	63 375
1988	DTS	34 770	34 770	54 795		(1 430)	53 365
1989	DTS	25 756	25 756	40 589		(1 059)	39 530
1990	DTS	17 370	17 370	27 374		(714)	26 660
1991	DTS	18 246	18 246	28 754		(750)	28 004
1992	DTS	6 952	6 952	10 956		(286)	10 670
1993	DTS	34 414	34 414	54 234		(1415)	52 819
1994	DTS	16 320	16 320	25 719		(671)	25 048
1995	DTS	6 135	6 135	9 668		(252)	9 416
<b>Total</b>	<b>DTS</b>	<b>226 157</b>	<b>226 157</b>	<b>356 405</b>		<b>(9 299)</b>	<b>347 105</b>

## État des prêts

### 8. Programme spécial pour l'Afrique: Structure des échéances de l'encours des prêts en valeur nominale, selon la durée résiduelle

Aux 31 décembre 2008 et 2007 (en milliers d'USD)

<i>Durée résiduelle</i>	<i>2008</i>	<i>2007</i>
Moins de 1 an	10 075	10 384
1-2 ans	8 925	9 165
2-3 ans	8 925	9 165
3-4 ans	8 925	9 165
4-5 ans	44 629	9 165
5-10 ans	44 629	45 825
10-15 ans	44 629	45 825
16-20 ans	44 629	45 825
21-25 ans	39 567	45 825
Plus de 25 ans	16 443	56 759
<b>Total</b>	<b>271 376</b>	<b>287 103</b>

### 9. Programme spécial pour l'Afrique: État récapitulatif de l'encours des prêts en valeur nominale, selon les conditions de prêt

Aux 31 décembre 2008 et 2007 (en milliers d'USD)

	<i>2008</i>	<i>2007</i>
Conditions particulièrement favorables	271 376	287 103
Conditions intermédiaires	-	-
Conditions ordinaires	-	-
<b>Total</b>	<b>271 376</b>	<b>287 103</b>

**État des dons – FIDA seulement**

Aux 31 décembre 2008 et 2007 (en milliers d'USD)

	<i>Dons non décaissés au 1<sup>er</sup> janvier</i>	<i>Dons entrés en vigueur</i>	<i>Variations en 2008</i>		<i>Effet de change</i>	<i>Dons non décaissés au 31 décembre</i>
			<i>Décaissements</i>	<i>Annulations</i>		
Programme de coopération élargie/organisations non gouvernementales	160		(20)	(77)	(1)	63
Composantes	12 209	6 432	(1 783)	(7)	(681)	16 169
Cadre pour la soutenabilité de la dette	12 931	76 922	(6 421)		(3 492)	79 940
Recherche	51 548	33 643	(31 009)	(1 108)	(7)	53 067
<b>Total 2008</b>	<b>76 848</b>	<b>116 997</b>	<b>(39 233)</b>	<b>(1 192)</b>	<b>(4 181)</b>	<b>149 239</b>
Ajustement sur la base de la juste valeur						(10 598)
<b>Total 2008 en juste valeur</b>						<b>138 641</b>
<b>Total 2007</b>	<b>54 216</b>	<b>61 274</b>	<b>(37 600)</b>	<b>(1 723)</b>	<b>681</b>	<b>76 848</b>
Ajustement sur la base de la juste valeur						(10 888)
<b>Total 2007 en juste valeur</b>						<b>65 960</b>

## État récapitulatif des engagements au titre de l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés

Le tableau ci-dessous présente le montant cumulé, au 31 décembre 2008, des allègements de dette déjà consentis et des allègements estimatifs futurs au titre de l'Initiative PPTE initiale et renforcée:

	<i>Allègements consentis au 31 décembre 2008</i>		<i>Allègements futurs approuvés par le Conseil d'administration</i>			<i>Total des allègements de dette</i>
	<i>Principal</i>	<i>Intérêts</i>	<i>À la charge du FIDA</i>		<i>À la charge de la Banque mondiale</i>	
			<i>Principal</i>	<i>Intérêts</i>		
<b>Pays parvenus au point d'achèvement</b>						
Bénin	4 568	1 643				6 211
Bolivie	5 900	1 890				7 790
Burkina Faso	5 476	2 286	509	147	1 244	9 663
Burundi			16 326	3 103		19 430
Cameroun	584	229	795	162	1 920	3 691
Éthiopie	7 054	2 619	4 439	1 103	11 321	26 535
Gambie	236	84	2 277	528		3 125
Ghana	6 331	2 670	3 014	762	7 784	20 560
Guyana	1 526	299				1 825
Honduras	1 077	767				1 844
Madagascar	4 311	1 272	1 141	267	2 912	9 903
Malawi	2 103	652	6 008	1 250	14 823	24 836
Mali	6 211	2 431				8 642
Mauritanie	5 264	1 764	1 047	266	2 739	11 081
Mozambique	8 686	3 040	1 036	234	2 658	15 654
Nicaragua	6 471	657	838	259		8 225
Niger	3 242	1 096	2 562	558	6 335	13 792
Rwanda	2 915	1 195	8 773	2 182	7 247	22 311
Sao Tomé-et-Principe	226	69	4 340	670		5 304
Sénégal	2 247	882				3 129
Sierra Leone	3 521	1 059	7 382	1 315		13 277
Ouganda	12 177	4 566	(8)	(10)	379	17 104
République-Unie de Tanzanie	7 631	3 003	1 670	409	4 266	16 978
Zambie	4 970	1 740	4 597	1 057	11 766	24 130
<b>Pays parvenus au point de décision</b>						
Tchad			1 756	421		2 176
République centrafricaine			9 331	2 848		12 178
Congo				97		97
République démocratique du Congo	1 504	245	5 889	2 170		9 807
Guinée			7 348	1 746		9 094
Guinée-Bissau			3 364	993		4 357
Haïti			2 042	557		2 599
Libéria			7 991	6 242		14 233
<b>31 décembre 2008 DTS</b>	<b>104 228</b>	<b>36 158</b>	<b>104 468</b>	<b>29 334</b>	<b>75 394</b>	<b>349 581</b>
<b>Moins les allègements d'intérêts non échus (y compris les intérêts à la charge de la Banque mondiale)</b>						<b>(43 768)</b>
<b>Coût total cumulé des allègements de dette au 31 décembre 2008 (en milliers de DTS)</b>						<b>305 813</b>
<b>31 décembre 2008 USD</b>	<b>153 804</b>	<b>53 059</b>	<b>160 337</b>	<b>45 021</b>	<b>115 715</b>	<b>412 221</b>
<b>Total moins les allègements d'intérêts non échus (y compris la Banque mondiale)</b>						<b>(67 175)</b>
<b>Coût total cumulé des allègements de dette au 31 décembre 2008 (en milliers d'USD)</b>						<b>345 046</b>
Ajustement sur la base de la juste valeur			(42 352)			
<b>31 décembre 2008 en juste valeur</b>			<b>117 985</b>			
31 décembre 2007 DTS	86 662	30 433	93 914	21 614	90 548	323 171
Moins les allègements d'intérêts non échus						(39 628)
Coût total cumulé des allègements de dette au 31 décembre 2006 (en milliers de DTS)						283 543
31 décembre 2007 USD	125 923	43 996	148 004	34 059	142 696	494 680
Moins les allègements d'intérêts non échus						(62 449)
Coût total cumulé des allègements de dette au 31 décembre 2006 (en milliers d'USD)						432 231
Ajustement sur la base de la juste valeur			(49 818)			
<b>31 décembre 2007 en juste valeur</b>			<b>98 186</b>			

**État des dépenses d'exploitation (FIDA seulement)**

Ventilation des dépenses d'exploitation du FIDA par source budgétaire principale  
Pour les exercices clos les 31 décembre 2008 et 2007 (en milliers d'USD)

	<i>Budgets administratifs<sup>1</sup></i>	<i>Mécanisme de financement du développement des programmes</i>	<i>Plan d'action</i>	<i>Dépenses directes<sup>2</sup></i>	<i>Autres sources<sup>3</sup></i>	<i>Total</i>
Rémunération du personnel (salaires et prestations)	62 334	7 651	921	16	3 816	74 738
Dépenses administratives courantes	13 061	6 467	171	476	18 824	39 000
Consultants et autres coûts salariaux (hors personnel permanent)	7 156	14 223	1 191	36	625	23 231
Institutions coopérantes	20	7 224	94	0	91	7 429
Frais financiers directs (banques et placements)				4 109		4 109
<b>Total 2008</b>	<b>82 571</b>	<b>35 566</b>	<b>2 377</b>	<b>4 637</b>	<b>23 356</b>	<b>148 507</b>
<b>Total 2007</b>	<b>80 983</b>	<b>35 465</b>	<b>3 188</b>	<b>3 859</b>	<b>17 214</b>	<b>140 700</b>

<sup>1</sup> Il s'agit des budgets administratifs du FIDA et de son Bureau de l'évaluation; les chiffres comprennent les dépenses non récurrentes et les montants reportés.

<sup>2</sup> Charges directes imputées sur le produit des placements.

<sup>3</sup> Inclut les dépenses remboursables par le Gouvernement italien, le Programme pilote relatif à la présence sur le terrain et les positions financées par les commissions de service.